

Rendre son acuite au concept de revolution

Georges Labica

"Ils sont bien trop nombreux

ceux qui attendent leur tour"

(Ernst Bloch)

Je reprends ce que j'écrivais, il y a déjà dix ans, pour le numéro inaugural de la revue **Utopie critique** : "La question de la révolution demeure posée. Elle est celle de son actualité. Que l'on jette un voile pudique dessus ou qu'on en parle plus, sa présence s'entête, vieille et jeune à la fois, comme l'oppression. Et ce n'est pas une utopie, sauf à préciser, au sens qu'Ernst Bloch a donné au mot, que ce rêve-là est une tendance du réel, qu'il est inscrit dans le quotidien des rapports capitalistes de production, à la fois sous la forme de la nécessité de leur dépassement et contre les régressions dont ils sont porteurs. L'idée de révolution n'est pas plus inactuelle qu'elle ne l'était au temps de Marx. Au contraire. Il convient même de tirer parti des illusions qui étaient les siennes. Marx n'était guère éloigné de penser que le capitalisme pouvait sombrer du jour au lendemain. Lui et Engels se sont trompés en 1848 et ils en ont convenu. A leur différence, nous avons, nous, une longue expérience des révolutions et nous savons ce qu'ils ignoraient : qu'elles peuvent être rouges, roses, blanches ou noires. Cette expérience nous épargne, dans sa richesse de tendances et contre-tendances, autrement dit de contradictions et surdéterminations, d'avoir recours à quelque *vade-mecum* que ce soit. Et c'est tant mieux".¹

Ce jugement était quelque peu anticipé et, sans doute, pour l'époque, passablement optimiste. Il s'agissait de résister. Aujourd'hui, il me paraît strictement adéquat à la situation. Telle est la thèse que je voudrais exposer.

1 UN MONDE DE VIOLENCE

Le siècle qui vient de s'achever peut être caractérisé par un paradoxe inouï. Il présente, d'un côté, le visage du *progrès*, dans une accumulation de découvertes, d'inventions et de ...révolutions scientifico-techniques, dans tous les domaines de la recherche, sans précédent. D'un autre côté, il a été celui de la barbarie la plus accomplie, de la mort de masse, provoquée par les guerres et les exterminations ethniques et politiques, à toutes les formes de souffrances également massifiées, qu'il s'agisse de la généralisation de la torture, des déportations de populations ou des famines dûment organisées. Une comptabilité sinistre devrait additionner les dizaines de millions de morts des deux guerres dites "mondiales" et ceux qu'ont entraîné les conflits postérieurs "localisés", dont certains particulièrement sanglantes (Vietnam, Algérie, Kampuchéa, Corée, Iran/Irak, Rwanda, Congo...), aux exterminations tranquilles et plus nombreuses encore qui font escorte au déroulement quotidien du procès d'exploitation. Les déportations et les guerres coloniales du siècle précédent ne parviennent pas à rivaliser avec ce bilan.

¹ "Marxisme, révolution et "paysage du souhait", **Utopie critique**, n° 1, Paris, Ed. Syllepse, automne 1993.

Nul besoin de recourir aux subtilités dialectiques pour comprendre à quel point sont intriqués et dépendants l'un de l'autre les deux aspects du progrès et de la barbarie. Qui oserait prétendre que l'industrialisation du meurtre n'a pas profité davantage des bonds scientifiques que les thérapeutiques médicales ou la protection de l'environnement ? On conquiert l'espace et on détruit les sols les plus fertiles. Le même pays qui investit des milliards dans un porte-avion nucléaire laisse s'envoler ses taux de chômage et de pauvreté². On ne tarit pas sur les Droits de l'Homme pendant que des millions d'enfants sont condamnés au travail forcé ou à la guerre, parfois à la prostitution et toujours à une existence écourtée. On ouvre des restaurants pour chiens et des canaux de télévision pour chats, cependant que des populations entières sont dépourvues des moindres conditions d'hygiène. Tout cela est connu et a été cent fois décrit, sans doute, mais la vérité tapie derrière le paradoxe l'est moins : savoir que l'humanité est enfin parvenue à un stade de développement l'autorisant à 'en finir avec la *rareté*, qui fut son lot des millénaires durant. L'accumulation de richesses de toutes sortes, de la production de légumes frais à la santé, à l'éducation et au confort de l'habitat, peut assurer la satisfaction des besoins les plus élémentaires et créer les conditions, pour tout humain, d'une destinée débarrassée des famines, des pandémies et des oppressions. *En principe*.

Le couple progrès-rareté ne doit pas véhiculer d'illusions. Les deux termes sont datés. L'acte de naissance du premier est inscrit au registre des rapports capitalistes de production, dès leur apparition. Le progrès depuis lors ne cesse de tituber entre le fait de sa matérialité qui voit se développer des protocoles techniques s'engendrant les uns les autres, se démultipliant et s'enrichissant, selon un vecteur de plus en plus rapide, et la valeur qu'incite à lui accorder cette matérialité même pour rendre le monde mieux habitable. "Science sans conscience n'est que ruine de l'âme" fait-on répéter aux écoliers. Comme s'il s'agissait d'huiler nos machines avec une burette de morale. Les belles âmes s'entêtent en voulant faire passer leurs prétendus "dégâts" du progrès pour des accidents, quand ils collent à sa nature. On se souvient qu'une majorité des socialistes de la Seconde Internationale considéraient que dans le colonialisme les effets positifs, du genre écoles ou hôpitaux, l'emportaient sur les effets négatifs, du genre spoliation des terres et des biens ou domination impitoyable³. La victoire de 45 et les sacrifices des tirailleurs algériens "pour la liberté" se sont traduits par le massacre de Sétif. On sait aussi qu'à deux pas du chaudron où fermentait le nazisme, les élites pensantes réunies en Congrès Descartes célébraient la Raison et Léon Brunschvicg, l'auteur du **Progrès de la conscience dans la philosophie occidentale**, devait achever sa vie en proscrit.

La rareté, quant à elle, n'a plus rien à voir avec celle qui accablait nos lointains ancêtres affrontant les fléaux naturels et luttant pour leur survie. Elle n'est même plus celle des campagnes médiévales frappées par les disettes et ravagées par les osts. Les formes nouvelles qu'elle a prises, massives, rémanentes et continuellement aggravées, sont les produits directs du progrès. Ses produits et ses conditions: l'inversion de sa tendance ou la liquidation de ses nuisances signifieraient son autodestruction. Le gaspillage effréné de l'eau au Nord entraîne son corollaire de pénurie au Sud. A Paris même, l'eau du XVIème arrondissement est plus pure que celle du XXème. On peut sinon guérir du sida, du moins retarder son évolution. Mais les monopoles pharmaceutiques se refusent à casser leurs prix en faveur des Africains et font obstacle à la construction de laboratoires⁴. Coût du progrès

² Dernier exemple en date (France) : la Fondation abbé Pierre (FAP), dans son 8^{ème} rapport de mars 2003, estime à 1,64 millions les demandes de HLM en souffrance et relève que les bidonvilles réapparaissent.

³ Voir le récent **Livre noir du colonialisme. XVIè-XXIè siècles : de l'extermination à la repentance**, sous la dtion de Marc Ferro, Paris, Robert Laffont, 2003. On lit bien "extermination" et "XXIème siècle" : l'affaire n'est pas terminée.

⁴ On sait qu'un raid de l'aviation des E. U. a détruit, sous couvert de lutte contre le terrorisme, le plus grand laboratoire pharmaceutique du continent.

de la recherche médicale : des morts aussi nombreux que ceux de la seconde guerre mondiale. La paire progrès-rareté a un nom, le productivisme, qui n'a pas seulement tué la mer d'Aral, qui se tient planqué à la porte de Pantin, dans le CO2 de nos bagnoles. Aussi bien, la possibilité *de principe* d'en finir avec la rareté ne saurait s'emprisonner dans un tel cadre, sauf à s'en remettre à des dispositifs aberrants d'extension, -autant de voitures proportionnellement en Chine ou en Inde qu'à New York, ou de répartition, -armement nucléaire analogue pour chaque nation. On entend d'ici les cris des instruits : "On ne peut inverser le progrès!". Certes, pas celui-là, qui est promis à la casse. Mais on peut nourrir, soigner et éduquer tout le monde.

Le siècle qui commence paraît n'avoir rien à envier au précédent. Il se prépare, tout au contraire, à en exacerber les dommages. Ne retenons qu'un trait de sa modernité. L'insécurité, assure-t-on, règne partout...quand les conditions sont enfin réunies d'une civilisation pacifiée et pacifique. *En principe*. Le *discours de l'insécurité* constamment ressassé au sein des métropoles occidentales, remplit une double fonction. Il enregistre et majore le fait d'un incontestable accroissement de la violence : délinquance et "incivilités" dans les villes, à l'école, dans les transports publics, sur les routes, dont il dissimule l'origine sociale. Il fait, par exemple, de "la violence à la télé" une question de société" décisive, qui absorbe régulièrement les énergies sociologiques, psychologiques, éthiques, politiques et policières, singulièrement dans le but de protéger les chers petits. Comme si l'image, d'information ou de fiction, n'était pas le strict reflet des violences réelles. Il autorise le pouvoir, sous le prétexte d'une montée de l'extrême-droite, à renforcer les organes répressifs (augmentation du nombre de policiers et de gendarmes, ouverture de nouveaux centres de détention), à restreindre les libertés (flicage électronique des citoyens, procédures de contrôle accrues), à verrouiller l'entrée du territoire (chasse aux migrants, expulsions brutales) et à criminaliser les exclus (sans-papiers, chômeurs, indigents). Ainsi l'augmentation du nombre des prisons, qui se voit attribuer un secrétariat d'Etat à cette seule fin (France), ni leur passage au privé, ne suffisent à enrayer leur surpeuplement endémique. L'incarcération, socialement sélective et ouvertement raciale (Etats-Unis) est substituée à la fonction de régulation qui reviendrait de droit à des politiques démocratiques⁵. En ce domaine comme ailleurs l'exemple vient des Etats-Unis d'Amérique auxquels sont peu à peu empruntées les méthodes sécuritaires, autrement dit les moyens de contrôler les "classes dangereuses". L'ultime diagnostic du pays référence fait état du franchissement du seuil de 2.000.000 de détenus, soit le record du monde de 709 pour 100.000 personnes. Sur les 6,2 millions de citoyens placés sous contrôle pénal, près de la moitié sont Noirs, lesquels ne représentent que 13% de la population⁶. On proclame le temps venu de la "tolérance zéro" et une ministre socialiste de la justice "surenchérit sur la nécessité impérative de dissocier causes sociales et responsabilité individuelle conformément au schème-socle de la vision néo-libérale"⁷. Le "*School bullying*", lui aussi directement importé des E.U., qui désigne harcèlement et brutalités entre élèves, procède à un clivage semblable. Il s'agit "d'un concept psychologisant qui tend à individualiser le problème et à n'en rendre responsable que l'agresseur ou la victime, parfois la famille"⁸. Le

⁵ Cf. Loïc Wacquant, **Les prisons de la misère**, Paris, Raisons d'agir éd., 1999; "Une voie européenne vers l'Etat pénal", in Laurent Bonelli et Gilles Sainati éd. **La machine à punir. Pratiques et discours sécuritaires**, Paris, L'Esprit frappeur éd., 2001, p.145 et suiv.

⁶ Cf. Nils Christie, *L'industrie de la punition*, Paris, Editions Autrement, 2003.

⁷ Loïc Wacquant, "Une voie européenne vers l'Etat pénal? Sur l'importation de l'idéologie et des politiques sécuritaires américaines", in Collectif, **La machine à punir. Pratiques et discours sécuritaires**, Paris, L'Esprit frappeur, 2001, p.154.

⁸ Cf. Catherine Blaya et Eric Debarbieux, "La fabrication sociale de la "violence en milieu scolaire"", in Patrick Baudry, Catherine Blaya, Marie Choquet, Eric Debarbieux, Xavier Pommereau, **Souffrances et violences à l'adolescence**, Paris, Ed.ESF, 2000, p. 57. Il s'agit d'un Rapport pour Claude Bartolone, ministre délégué à la Ville, "pour renverser la :logique habituelle qui met plus souvent en lumière la violence des jeunes que leurs souffrances".

"virage sécuritaire", constate une sociologue, ne fait qu'inventer de "nouvelles formes d'encadrement social", "en montrant à la fois son inefficacité en termes de diminution de la délinquance, et sa très forte efficacité en termes de criminalisation de la pauvreté"⁹.

Les dérivés de "sécurité" envahissent le vocabulaire. Il n'est question que de "sécuriser", de "sécurisation" et de dispositifs "sécuritaires", concernant les personnes, les biens et des villes ou des territoires entiers comme on le voit en Irak, où toutefois les militaires "sécuriseurs" ne semblent pas arriver à se sécuriser eux-mêmes. On ne notera pas sans quelque humour que "sécuriser" est un vocable tout jeune, ignoré de Littré et, selon le Robert, apparu en 1968. En latin *securis* signifie *hache*, comme dans les "faisceaux" (*fasci*), et coup de *hache*. Le "sécuriseur" peut être dit "sécuriforme", "en forme de hache", en hommage à sa fonction.

Une nouvelle violence s'est fait jour qui a son lieu d'élection au sein des rapports de travail. Il ne s'agit pas seulement de la catégorie de fraîche date des "travailleurs pauvres", mais d'un phénomène d'une ampleur considérable, baptisé "harcèlement moral". Défini par le terme anglais de *mobbing* (*to mob, mobbed : houspiller, malmener*), il a fait l'objet, il y a une dizaine d'années, d'une première enquête due à Heinz Leymann, **Mobbing. La persécution au travail**¹⁰, bientôt suivie de nombreuses autres rédigées par des spécialistes de sciences humaines aussi bien que par des médecins et des inspecteurs du travail. Voici quelques titres parfaitement éloquentes : **Le Harcèlement moral. La violence perverse au quotidien**¹¹, **Harcèlement au travail**¹², **Souffrance en France**¹³, **Terreur au travail**¹⁴, **Violences au travail : agressions, harcèlements, plans sociaux**¹⁵, **Souffrances et violences à l'adolescence**¹⁶. Afin d'imposer la conformité aux critères d'employabilité, de flexibilité, de mobilité et de précarité, le "nouveau management" opère la "destruction systématique des identités", individuelles aussi bien que collectives, liquidant ainsi l'ancien salariat et ses normes (stabilité des postes, garanties de promotion, hiérarchies, syndicalisation), au profit d'une complète soumission aux intérêts de l'entreprise. Danièle Linhart relève : "C'est un renversement dans l'histoire de la classe ouvrière. Alors qu'elle s'est toujours définie comme exploitée, elle se présente désormais à la société comme victime"¹⁷. Tout salarié est menacé de subir le sort de ces "salariés kleenex", jetés à la rue, à la suite de "plans sociaux", qualifiés de "dégraissages", autrement dit de licenciements, dont le nombre et la brutalité caractérisent "la violence organisationnelle". "Le harcèlement ou le *mobbing*, précise, de son côté, Dominique Lhuillier, ne relèvent pas d'une histoire de conflit au travail, mais d'un projet de destruction"¹⁸ Selon deux rapports du Bureau International du Travail, la France est "en tête des pays avancés pour la violence au travail" et l'INSEE "estime que sept millions de travailleurs sont concernés par ce fléau"¹⁹. "Les comportements d'autodestruction se multiplient comme conséquence d'une telle

⁹ Sylvie Tissot, **La lettre du Cercle Antonio Gramsci**, mars/avril 2003; voir Pierre Tevanian et Sylvie Tissot, **Stop quelle violence**, Paris, L'Esprit frappeur, 2001.

¹⁰ Paris, Le Seuil, 1996

¹¹ Marie-France Hirigoyen, Paris, Syros éd., 1998.

¹² Paul Ariès, Paris, Editions Golias, octobre 2002.

¹³ Christophe Dejours, Paris, Le Seuil éd., 2000.

¹⁴ Marie Muller, Paris, Fayard éd., 2002

¹⁵ Chritian Larose et Michel Debout, Paris, Ed. de l'Atelier, 2003.

¹⁶ Patrick Baudry et al., cité supra.

¹⁷ Cf. **Le Monde** du 11 févr. 2003 et D. Linhart avec B. Rist et E. Durand, **Perte d'emploi, perte de soi**, Paris, Eres éd., 2002

¹⁸ **Placardisés. Des exclus de l'entreprise**, Paris, Le Seuil, 2002, p. 221.

¹⁹ Paul Ariès, ouvrage cité, p. 21. Il s'agit notamment du rapport "La violence au travail", Genève, 1999. Voir également, pour les chiffres, Marie Muller, ouvrage cité, p.150 et suiv. Christian Larose, auteur de **Cellatex : quand l'acide a coulé** (Paris, Ed. Syllepse, 2001) prévient, de son côté : "Les méthodes brutales vont se multiplier. Et, un jour, ça finira mal. Des salariés vont vraiment péter les plombs et ça va se terminer au fusil de chasse".

"déshumanisation du monde du travail"²⁰. Les observateurs, de surcroît, n'excluent pas l'apparition en France, comme aux Etats-Unis encore, d'actes d'agression de folie meurtrière de salariés licenciés retournant sur leur lieu de travail pour se venger²¹. Une consultation spécialisée sur la souffrance au travail a dû être ouverte à l'hôpital de La Timone à Marseille²². Des psychiatres de Barcelone ont, pour leur part, diagnostiqué, sous le nom de "Syndrome d'Ulysse", les graves troubles psychiques qui affectent, de façon spécifique, les travailleurs migrants²³.

Cette dernière catégorie de travailleurs n'est pas seulement en butte aux brimades racistes de toutes sortes qui peuvent aller comme à El Ejido, en Andalousie, en février 2000, jusqu'à des ratonnades organisées²⁴, elle subit, en outre, une violence au travail particulière. Or, en l'absence des prétendus "illégaux", surexploités à ce titre, nos consommateurs urbains verraient s'envoler les prix des fruits, légumes et vêtements. La Suisse, ce paradis, compte de 150.000 à 300.000 sans-papiers. La valeur du travail au noir y est estimée à 35 milliards de FS par an, soit 9% du PIB. L'élargissement de la C.E. aux pays de l'Est ne manquera pas d'augmenter encore le phénomène, qui, selon les chiffres des Nations Unies, concerne, à l'échelle de la planète, 150 millions de personnes. Ces migrants, condamnés à travailler hors de chez eux, posent un grave problème de sécurité aux autorités européennes et mondiales. Témoin de leur sollicitude, la création de l'Organisation Internationale des Migrants (O.M.I.) est chargée de "réguler les mouvements de personnes". Fondée au temps de la guerre froide, par les alliés occidentaux comme organisme intergouvernemental, elle comprend actuellement 93 Etats membres. Elle s'est ajustée à la mondialisation, en se complexifiant et en étendant son action au contrôle des migrations frontalières, et à l'élaboration de programme pour la recherche de main d'œuvre. Elle rend à l'Australie le service de bloquer les bateaux de réfugiés qui la menacent en les parquant dans des camps de rétention de l'île de Nauru. Cette adepte de la libre circulation va jusqu'à donner un coup de main à l'expulsion des Roms d'Europe de l'Ouest²⁵. L'O.M.I. est bonne élève. Elle suit l'exemple venu d'en haut. Au lendemain du 11 septembre, les E.U. ont encore renforcé la surveillance à leur frontière avec le Mexique, où de 1998 à 2001, 1.573 personnes étaient mortes, et gelé le nouvel accord migratoire avec ce pays. M. G. W. Bush a déclaré que la priorité était désormais accordée à "une frontière intelligente, utilisant les technologies les plus sophistiquées pour éliminer les terroristes, les coyotes, les trafiquants"²⁶.

On sait, par ailleurs, ce qu'il en est du "harcèlement sexuel"²⁷ et de la considérable augmentation du suicide des jeunes désormais rattaché à "la difficulté à vivre"²⁸. Le commerce, quant à lui, y trouve largement son compte. Une publication spécialisée vient de sortir un dossier consacré au "big bang du marché de la sécurité" qui révèle que "*le business de la peur*", le "*pain market*" représente 6 milliards de dollars et 158.000 emplois,

²⁰ Marie Muller, ouvrage cité, p.142.

²¹ Id., p.164.

²² Cf. Josette et Pierre Chiaroni, **Données épidémiologiques des situations de mobbing au travail, d'après une enquête effectuée auprès des médecins du travail en région PACA**, Paris, Masson éd., 2001 (cité par Marie Muller, ouvr. cit., p.143).

²³ Cf. **El País**, février 2003.

²⁴ Des milliers de travailleurs marocains en ont été victimes; cf. **El Ejido, terre de non-droit**, Paris, Golias éd., 2000.

²⁵ Cf. Frank Düvell, **Die Globalisierung des Migrationsregimes**, Berlin, Association A, 2002; cité par **Archipel**, Forum civique européen, n°107, juil. 2003.

²⁶ Cité par J.-M. Caroit, envoyé spécial à Tijuana, in **Le Monde** du 18-19 août 2002.

²⁷ Cf. Sabine Fortino, **La mixité au travail**, Paris, La Dispute éd., 2002.

²⁸ Avec 800 décès par an, le suicide représente, en France, la seconde cause de mortalité chez les jeunes de 15 à 24 ans, après les accidents de la circulation. Cf. Xavier Pommereau, **L'adolescent suicidaire**, Paris, Dunod éd., 2001 (2ème éd.); cf. aussi du même avec P. Baudry, C; Blaya, M. Choquet et E. Debarbieux, **Souffrances et violences à l'adolescence**, Paris, ESF éd., 2000.

et que particuliers, entreprises, communes et des Etats eux-mêmes comptent parmi ses clients²⁹. Déjà les prisons à elles seules représentent un sacré "bassin d'emploi" : "les administrations pénitentiaires, promues troisième employeur du pays [les E.U.], avec plus de 600.000 fonctionnaires, juste derrière la première firme au monde par le chiffre d'affaires, General Motors et le géant de la distribution Wal-Mart (...) à titre indicatif, les prisons d'Etat de Californie emploient deux fois plus de salariés que Microsoft"³⁰. On ne s'étonnera pas que soient nombreux les chroniqueurs à employer l'expression, tombée, de leur fait, dans le domaine public, de "culture de la violence".

Gardons-nous, enfin, d'oublier le tout-venant du M.P.C., sa routine : 5000 décès chaque jour dans le monde imputables aux conditions de travail, soit deux millions par an³¹?

2 LA GUERRE COMME POLITIQUE

Les attentats contre les tours jumelles du World Trade Center de New York, en septembre 2001, sont venus à point pour légitimer, avec le *discours du terrorisme*, la politique hégémonique des Etats-Unis, élaborée de fait bien antérieurement³², et déjà illustrée par la première guerre du Golfe. Il s'agit de s'opposer à toute tentative, de quelque pays qu'elle vienne, d'un développement autonome ou d'indépendance politique et économique, susceptibles singulièrement de soustraire des ressources énergétiques au contrôle de la superpuissance. Noam Chomsky, évoquant l'exemple de la Grenade et l'agression délibérée contre le régime de Maurice Bishop, en 1983, note : "si un petit pays de rien du tout sans ressources naturelles, arrive à s'extraire par ses propres moyens du carcan de misère et d'oppression que nous avons contribué à lui imposer, d'autres pays aux ressources naturelles plus vitales pourraient vouloir s'y essayer à leur tour"³³. On a pu ainsi suivre les lignes géostratégiques qui se confondent avec le tracé des oléoducs et des gazoducs³⁴, existant ou en projet, des ex-républiques soviétiques du Sud de l'actuelle Russie, ou de la Tchétchénie, à l'Afghanistan, au Pakistan et au cours du Danube, mais également en Afrique (Angola) et en Amérique latine (Venezuela, Colombie). On s'emploie moins à ménager ses propres réserves (Alaska) qu'à empêcher de grands concurrents de s'en procurer dans l'avenir (Chine). Le discours du terrorisme, qui n'est autre, en fait, que l'invention d'un ennemi en miroir, le boomerang Ben Laden formant le réciproque d'Enron³⁵,

²⁹ **Le nouvel économiste**, n°1217, du 14 au 27 mars 2003; voir également **La machine à punir**, éd. cit.

³⁰ L. Wacquant, cité supra, in **La machine à punir**, p.149.

³¹ Constat dressé par le 16ème congrès mondial sur la sécurité et la santé au travail, réuni à Vienne du 26 au 31 mai 2002

³² Cf. Zbigniew Brzezinski, **Le grand échiquier, L'Amérique et le reste du monde**, Paris, Bayard éd., 1997.

³³ **De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis**, Paris, Agone éd., 2002, p. 37. A propos du Vietnam, Chomsky ajoute qu'on ne peut pas dire, que les E.U. ont perdu la guerre, quel qu'en ait été le coût (de 1965 à 1975, 4 millions de morts entre Vietnam, Cambodge et Laos): "Le Vietnam ne risque plus de passer pour un modèle de développement social et économique social, aux yeux de qui que ce soit" (p.40).

³⁴ Cf., dans l'énorme littérature sur la question, Richard Labévière, **Les dollars de la terreur, Les Etats-Unis et les islamistes**, Paris, Grasset, 1999; Michel Collon, **Monopoly, L'OTAN à la conquête du monde**, Bruxelles, EPO éd.,2000; du même avec Vanessa Stojilkovic, entretien au journal **Le Soir** de Bruxelles, le 22.03.03; Guy Spitaels, **L'improbable équilibre**, L. Pire éd., Bruxelles, 2003

³⁵ Le jugement selon lequel Enron et Ben Laden appartiennent au même univers se retrouve encore chez René Passet et Jean Liberman, **Mondialisation financière et terrorisme**, Paris, Enjeux Planète, 2003. Voir aussi Collectif, **L'Empire en guerre, le monde après le 11 septembre**, Paris, Le Temps des cerises, 2001.

ambitionne d'installer durablement ce que ses initiateurs appellent eux-mêmes "la guerre globale". Ce "global" doit s'entendre au double sens, géographique,- de globe, et sémantique,- d'englobant. "Justice sans limites" et "liberté immuable", les expressions qui l'accompagnent accusent cette ambition, l'illimité et l'immuable propulsant le G.I's de base vers des hauteurs métaphysiciennes. Les sermons enjoignant à "l'Amérique" la mission d'apporter et de défendre dans le monde la démocratie et la liberté, prêteraient à rire, s'ils n'étaient appuyés par les missiles "Patriot", dont le nom seul envoie la couleur. Ils sont de la même farine que la phraséologie religieuse de la "croisade du Bien" contre "l'axe du Mal", sortie tout droit des débilites télévangélistes. "Comment, écrit un auteur pourtant bien intentionné, les Américains peuvent-ils, au-delà de leur sentiment d'horreur et de leur patriotisme, ne *pas* soupçonner qu'il y a un lien entre leur politique étrangère et les attaques du 11 septembre? Ce lien *doit* exister"³⁶

L'actualité rend visible la vérité cachée : la guerre, de fait, exprime la modalité d'existence des Etats-Unis, qui les caractérise apparemment depuis leur création, avec les éclatants épisodes de la "conquête de l'Ouest" et des "gangs de New York", en tout cas, depuis le second conflit mondial. Des listes édifiantes des interventions militaires étatsuniennes ont été établies, en général sans intention polémique, depuis deux ou trois ans. Celle de Zoltan Grossman couvre la période de 1890 (300 Indiens massacrés à Wounded Knee) à 2001 (Afghanistan), soit 134 interventions³⁷. La chronologie "(forcément non exhaustive)" de Noam Chomsky va de 1846 (Mexique) à 2001 également. Elle explicite 46 interventions majeures³⁸. La superpuissance en est venue, sous nos yeux, à ne même plus s'embarrasser de références morales et renonce à se couvrir du respect des Droits,- de l'Homme, international, ou Etat de -. Faute de parvenir à se faire sanctifier, par les manipulations ordinaires, comme au temps de l'Afghanistan, la volonté arrêtée de frapper l'Irak s'est tout bonnement affranchie des institutions censées la garantir,- Assemblée générale de l'ONU, Conseil de sécurité, Union européenne, etc. L'in vraisemblable concept de "guerre préventive", qui n'a en commun avec la prévention médicale que son expression cousine de "frappes chirurgicales", autorise les décisions les plus arbitraires. Ici, l'ultimatum exige le remplacement d'un chef d'Etat (Palestine) ou un changement de gouvernement (Irak), là, les tapis de bombes sont censés apporter la démocratie³⁹ (Afghanistan, Irak...), ailleurs, les blocus les plus contraignants déclarent s'exercer en faveur des peuples (Cuba). Aux mailles du soupçon, nul ne saurait échapper, ni les alliés vilipendés au moindre désaccord, ni les féaux châtiés au plus léger écart. Persuasion et débat ne sont plus de mise, quand gouvernements, parlements et opinions peuvent s'acheter. La guerre elle-même perd sa dignité de façade, lorsque des prisonniers sont traités en criminels (Afghanistan/Guantanamo) et que des responsables politiques voient leurs têtes mises à prix, comme au Far West de jadis (\$25 millions pour Saddam Hussein, \$30 pour ses deux fils). Il n'empêche. Le chevalier blanc peut bien se payer le culot de se draper dans

³⁶ Peter Scowen, **Le livre noir des Etats-Unis**, Mango document éd., 2002; un autre réquisitoire...

³⁷ La liste est reproduite dans le livre de Ziauddin Sardar et Merryl Wyn Davies, **Pourquoi le monde déteste-t-il l'Amérique ? (Why do People hate America ?)**, Paris, Fayard, 2002, p.129-144.

³⁸ **De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis**, Paris, Agone éd., 2002, p. 205-210. Pour la France, cf. le dossier publié par **La Croix** (29-30 mars 2003) intitulé "L'Amérique, de guerre en guerre", qui remonte au Mexique (1848) et va jusqu'à l'Irak (2003); voir également I. Ramonet, "De la guerre perpétuelle", in **Le Monde diplomatique** de mars 2003.

³⁹ Cette annonce faite à l'Irak peut être mesurée à l'aune des résultats qu'elle a produit au Kosovo : les mafias, auxquelles n'est pas étranger le mouvement de "libération" de l'U. C. K., y organisent à grande échelle trafic de drogue et prostitution. On sait que la démocratie règne désormais dans les Balkans (cf. le livre récemment traduit en français de Jürgen Elsässer, **La RFA dans la guerre au Kosovo**, Paris, L'Harmattan, 2002). L'expérience Karzaï, en Afghanistan, ne manque pas non plus d'intérêt.

sa pureté, elle n'est plus qu'arrogance, qui le laisse seul face au refus du monde entier, dans sa violence enfin mise à nu.

La formidable leçon d'un tel vis à vis est loin d'être épuisée. Mais il convient d'abord de prendre la mesure de la menace. La *guerre comme politique*, ou la politique comme "continuation de la guerre par d'autres moyens", possède sa propre logique. La priorité est accordée aux budgets militaires. Celui des Etats-Unis a été majoré de 48 milliards de dollars au lendemain du 11 septembre. Il avoisine les 400 milliards et le Pentagone devrait disposer de 160 autres milliards d'ici une décennie. Il dépasse le budget militaire de l'ensemble des principaux pays, représente le triple de celui de l'U. E. (115 milliards) et équivaut à 27% du PIB français. L'affectation de ces sommes bouleverse les autres postes et réoriente les choix économiques et sociaux. Les *scenari* d'usages alternatifs seraient trop faciles à imaginer : combien d'écoles pour une division blindée, de kilos de riz pour une mine antipersonnel, de doses de trithérapie pour un F 15?...Elle impose, en particulier, une militarisation de l'économie, aussi bien sur le plan national que sur le plan international et géostratégique. Je signale au passage que les thèses de Rosa Luxemburg sur la fonction économique du militarisme en tant que champ d'accumulation privilégié⁴⁰ sont peut-être à relire...Le choix de la superpuissance entraîne des dispositions analogues dans les pays développés, c'est à dire chez les impérialismes subalternes. Il soumet les non-développés, "en voie de développement", ou "émergents", c'est à dire les néo-colonisés, à des coercitions financières sur leur gestion encore plus draconiennes, par le biais des organismes supranationaux à son service (FMI, OMC, Banque mondiale, accords régionaux divers). L'affranchissement du commerce des armes par rapport à tout contrôle s'en trouve entériné. On sait que le traité dit de "non prolifération", que les Etats-Unis ont refusé de signer, n'a jamais été respecté. Les grandes puissances ne se sont pas gênées pour vendre à tour de bras des armes de "destruction massive", - nucléaires, chimiques et biologiques, jusqu'à des groupes non-étatiques, qui peuvent en disposer comme bon leur semble, y compris pour des actions "terroristes". La **Nuclear Posture Review** signalait récemment que la doctrine concernant l'usage des armes nucléaires avait été revue au Pentagone, afin de favoriser l'utilisation éventuelle sur des bunkers, dit-on, de mini-bombes atomiques. Ce qui faisait dire à un observateur : "Nous sommes dans la pire des situations, celle d'un monde incontrôlable"⁴¹. A l'occasion de l'imminence de l'attaque contre l'Irak, le Vatican en personne n'évoquait-il pas le danger d'une "troisième guerre mondiale"⁴²? Avec la "victoire", les choses rentrent dans l'ordre. En dépit de rodomontades et d'effets de manche, chaque pays, sous l'effet de divers moyens de persuasion⁴³, signe un accord de non-extradition avec les Etats-Unis, qui exempte, comme on le sait, tout citoyen étatsunien de poursuites devant la Cour pénale internationale (C.P.I.), et l'ONU vote la résolution étatsunienne ratifiant cette exemption. Les vedettes du "camp de la paix" approuvent au Conseil de sécurité la résolution qui confie aux E.U. la gestion de l'Irak et l'exploitation de son pétrole. Le groupe Halliburton, présidé il y a peu par l'actuel vice-président des E.U., emporte un marché de 600 millions de dollars, tandis qu'une foule de sous-traitants se dispute les restes. Face à quoi, le trio Paris-Berlin-Moscou affirme se "tourner vers l'avenir", en se déclarant "vigilant". La France, fer de lance du "front du refus", ne craint pas d'assurer que, se faisant ,-traduisons : en se prosternant, elle "reste fidèle à ses principes". Elle en rajoute même une bonne louche en se proposant de durcir les sanctions votées par l'Europe contre Cuba, afin de complaire à l'Oncle Sam. Nul ne sera surpris de

⁴⁰ Cf. "Le militarisme, champ d'action du capital", ch. 32 de **L'accumulation du capital**, Paris, F. Maspéro éd., 1967, t.II, p. 123 et suiv..

⁴¹ François Godement, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), dans **Le Monde** du 18.03.03

⁴² Déclaration du cardinal Etchegaray, porte-parole du Pape, le 20.03.03.

⁴³ Ils étaient 37 au début juin 2003. Les 2 premiers avaient été, en août 2002, la Roumanie mendiant un coup de main pour entrer dans la C.E., et, comme d'habitude, Israël.

voir, sous une forme ou sous une autre, l'Allemagne et la France donner prochainement le coup de main attendu en Irak. Se défendant d'avoir subi quelque pression que ce soit, le nouveau gouvernement belge de Verhofstadt s'empresse, à peine constitué, d'abroger la loi de compétence universelle, qui permettait d'inculper Sharon et, plus récemment le général Franks de crimes de guerre. La résipiscence est, bien entendu, étrangère à M. Bush. Les preuves désormais de toutes parts assénées des mensonges destinés à justifier l'agression contre l'Irak n'atteignent pas les "alliés". L'Anglais fait applaudir ses boniments par le Congrès des E.U., la veille (17.07) du "suicide" du physicien qui avait démasqué les impostures de son gouvernement. L'autre, dont l'armée libératrice s'empêtre face à la résistance au Moyen-Orient, invite l'Afrique, moyennant une enveloppe, à s'engager contre le terrorisme et n'écarte pas une intervention au Libéria, pour délivrer le pays d'un saigneur, qui ne convient guère à ses multinationales. L'OTAN renforce sa puissance maritime et se donne, avec la piraterie et l'immigration, deux adversaires de plus. M. Wolfowitz vante l'action des "forces spéciales", pour leur aptitude à tuer qui s'est révélée supérieure à celle des autres corps. Le Pentagone, tirant la leçon de sa récente campagne, se propose de s'équiper en drones hypersoniques, qui lui permettraient de ne plus faire dépendre ses raids de bases étrangères (cf. le refus de la Turquie) et de "bombarder n'importe où dans le monde en moins de deux heures"⁴⁴. Un seul maître à bord : en dépit des suppliques polies, celles de M. Blair comprises, Guantanamo, le plus haut symbole de la barbarie post-moderne, demeurera sous la coupe yankee et ses détenus à sa discrétion.

Ajoutons que la guerre comme politique, habillée en mobilisation "patriotique", présente le notable avantage de servir d'écran tantôt aux scandales financiers, révélateurs de l'actuel fonctionnement du capitalisme (E.U.), tantôt aux réformes de politique intérieure les plus conservatrices (France)⁴⁵.

Le terrorisme se vend aussi bien que la sécurité. le Président de la Lloyd's de Londres déclare dans un entretien que sa compagnie est parvenue à éponger le débours occasionné par les attentats du 11 septembre et que les affaires reprennent; il commente : "le marché de la couverture anti-terroriste est aujourd'hui en pleine expansion dans le monde entier, mais il est le théâtre d'une très vive compétition"⁴⁶

Décidément Polémos demeure "le maître de toutes choses".

3 LE CONSTAT DES FAILLITES

Le discours de la sécurité et le discours du terrorisme, que j'ai distingués par simple commodité, sont plus qu'étroitement associés. Le premier prétend viser *aussi* le terrorisme, qui lui assure une couverture honorable et l'inscrit dans la mondialisation. Le second, dans sa version étatsunienne, se fait carrément le soldat de la "sécurité mondiale". En matière d'affaires internationales, il n'existe pas un seul domaine, pas un seul pays, ni une seule région, où les E.U. n'interviennent pas, que ce soit sous forme de consultant, de conseil, de

⁴⁴ **Le Monde** du 05. 07. 03.

⁴⁵ La France, comme on l'a vu lors de la préparation de la seconde guerre du Golfe (premier trimestre 2003) n'a pas connu de "mobilisation patriotique", mais, au contraire, une mobilisation anti-guerre. Néanmoins, elle a admis la nécessité de désarmer l'Irak, y compris par la force; elle a offert le libre accès de son espace aérien aux avions étatsuniens et anglais; elle a voté l'accroissement de son budget de défense; elle a envoyé des spécialistes militaires en armes chimiques au Qatar; elle ne peut enfin se soustraire au climat général de mobilisation sécuritaire. Toute préoccupation d'intérêt n'est pas absente : Total ne veut pas être évincé de ses concessions pétrolières par Shell et Esso.

⁴⁶ Cf. **Le Monde** du 29.03.03. La carrière de Lord Levene est assez édifiante : il a été successivement directeur de l'armement au ministère britannique de la défense, Lord-maire de Londres, et Président de la Deutsche Bank de Londres.

donneur d'ordre, de manipulateur, d'espion, de flic, de geôlier ou de bourreau. Le *Capo di tutti capi*, comme on disait à Chicago, reste omniprésent, de l'Irlande au Pakistan, de Sao Tomé à Caracas, du pétrole à l'agriculture, du droit à l'avoir, de la guerre à la paix. Le F.M.I., dont il a la présidence et où il dispose d'un droit de veto bloquant toute réforme en faveur des nations les plus pauvres, est notoirement son appendice. Il contribue à lui assurer le contrôle des flux internationaux de capitaux. Sécurité et terrorisme traduisent la réalité la plus fondamentale de notre temps, celle de la violence, promise à un solide marché, en effet, et à un bel avenir, puisqu'elle enveloppe, ne craignons pas de le répéter, toutes les formes de conflictualité, - entre nations, entre peuples, entre ethnies, entre communautés, entre religions, entre civilisations, entre classes, dans l'économie, dans la politique, dans l'idéologie, dans l'alimentation, dans la culture et l'agriculture..., dans la rue, dans l'école, au stade, dans la famille, dans le couple, dans l'atelier, dans l'exploitation agricole, dans l'entreprise...La production de malfaisances de toute nature se réplique dans la production de moyens pour contrer ces malfaisances, qui, à leur tour, en multiplient le nombre, et ainsi de suite. La "spirale de la violence", objet de déploration des bonnes consciences accablées, est bel et bien inscrite dans un système, le système des rapports capitalistes de production parvenus au stade de la globalisation, pudiquement encore appelé néolibéralisme. Point n'est besoin d'y insister. Sauf à relever, on doit bien cette concession aux paranoïaques⁴⁷ du Pentagone, qu'il a porté à son point de perfection la psychose manichéenne de l'opposition Bien/Mal, laquelle se renverse pour rendre désormais aussi éclatants qu'indubitables les dualismes dominants et dominés, exploités et exploités, maîtres et serviteurs, riches et pauvres, qu'ils soient d'ancienne ou de nouvelle facture.

Ce diagnostic est général. Il fait l'objet de toutes les études et analyses, des plus mesurées aux moins complaisantes, consacrées à la mondialisation/globalisation. Reportons-nous au constat le plus récent. Il s'agit du rapport que vient de rendre public (08.07.03), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il qualifie de "désespérante" la dernière décennie, qui devait pourtant approcher l'objectif fixé par l'instance internationale d'une réduction de moitié de la pauvreté dans le monde d'ici 2015. 54 pays sont aujourd'hui plus pauvres qu'en 1990. Dans 21 pays, une proportion plus importante de la population souffre de la faim. Dans 14 pays, les enfants sont plus nombreux à mourir avant l'âge de cinq ans. L'indicateur du développement humain (IDH), qui mesure longévité et santé, est en déclin. Au train où vont les choses l'Afrique devra attendre 2129 pour assurer l'accès pour tous à l'école primaire, 2147 pour diviser par deux l'extrême pauvreté et 2165 pour réduire de moitié la mortalité infantile et les pays les plus pauvres n'y parviendront pas. Plus de 10 millions d'enfants meurent chaque année de maladies qui auraient pu être évitées; plus de 500.000 femmes décèdent pendant leur grossesse ou en couches. 38 millions de personnes vivent avec le sida. La tuberculose fait chaque année 2 millions de victimes...En face, chez les "développés" d'Europe et des Etats-Unis, un débat capital (c'est le cas de le dire) vient de s'ouvrir, suscité notamment par les actionnaires des multinationales, pour savoir "si les grands patrons n'étaient pas trop payés" et s'ils ne s'accordaient pas trop de stock-options. Le transfert du footballeur Ronaldino pour 30 millions d'euros, ne semble pas, quant à lui, avoir posé de problème. La Bourse est dite "déprimée", à Paris, place moyenne, quand les transactions quotidiennes sont inférieures à 2 ou 3 milliards. Passons sur ces rapprochements, en vérité dérisoires, en regard des politiques monétaires conduites par les Etats riches et leurs fondés de pouvoir internationaux. Mais retenons l'incitation, en premier lieu, à prendre la mesure, fût-ce brièvement, des faillites ainsi engendrées.

⁴⁷ Ce qualificatif ne relève pas de quelque encolèrement, - par ailleurs bien légitime, il veut souligner la surdétermination des motivations d'intérêts de la guerre, politiques et économiques, par des facteurs subjectifs du type vengeance (contre Saddam Hussein), revanche (au nom du père Bush), enrobés de messianisme infantile.

La plus récente est celle du néolibéralisme. On se souvient des ovations qui ont accompagné la chute du mur de Berlin, cet épisode symbolique marquant la fin des pays du socialisme réellement existant en Europe. C'était à qui saluerait, avec le moins de retenue, tout à la fois le triomphe de l'économie de marché, la démocratie "tout court", dont il était évident qu'elle lui était consubstantielle, et la fin des idéologies, singulièrement du communisme, stigmatisé, d'un même mouvement, comme criminel et utopique. La disparition de l'adversaire de la guerre froide, du concurrent, dont les manoeuvres mettaient le monde en danger, ouvrait la voie à un avenir de progrès et de paix. Du côté des vaincus, et j'entends sous ce vocable tous ceux qui s'étaient, à un moment ou à un autre, et à la mesure de leurs moyens, associés au projet de construction d'une société plus juste, et non les chacals empressés à tourner leur veste et à transformer en *sex-shops* les maisons du Parti, du côté des vaincus (dont j'étais), rancoeurs et amertumes le disputaient aux conduites de deuil et aux culpabilités. soigneusement orchestrées et amplifiées par les récents convertis. Or, quelques années ont suffi, -une maigre dizaine, pour que retombe l'enthousiasme et que les cris de joie s'étranglent dans les gorges. L'élargissement du fossé des inégalités, au Nord comme au Sud, les drames assimilables à une descente aux enfers vécus par les peuples ex-socialistes, sans parler de la multiplication des conflits armés et des agressions dues aux puissances "démocratiques", ont eu raison des attentes les plus modestes. L'existence d'un ennemi s'avérant indispensable aux faire-valoir libéraux, le musulman est venu remplacer le communiste. Compétition de modèles de développement et coexistence pacifique ont cédé la place à la guerre globale et intronisé l'impérialisme le plus puissant. Sans doute la concurrence en question se développait-elle avec des jeux inégaux et les E. U., bien avant la stagnation brejnevienne, se trouvaient-ils en position dominante, ainsi qu'un de Gaulle l'avait perçu et tenté d'y faire pièce, la chute du mur n'en signait pas moins la disparition de l'adversaire/compétiteur, si chancelant ait-il été. Le néolibéralisme, promis au règne de mille ans, que l'on avait déjà prêté au communisme (Castoriadis), a connu sa période bénie avec un Reagan et ses *reaganomics*, qui fascinaient un Jacques Chirac, et surtout avec Margaret Thatcher qui, en frappant la classe ouvrière britannique, liquidait tout aussi férocement le keynesianisme. "La dame de fer" parvenait même, grâce à la guerre des Malouines, chaleureusement saluée par un Mitterrand, à sauver sa réélection et achevait de pourrir de l'intérieur le parti travailliste en lui faisant un bâtard, dans la personne de Tony Blair. Très vite cependant, les brutalités économiques, redoublées de leurs conséquences sociales, allaient faire se lever les oppositions et retourner l'opinion elle-même. Les emballements spéculatifs et la course à la maximisation obstinée des profits confirmaient la position hégémonique des E.U. Mais, dans le même temps, il apparaissait que ladite position hégémonique n'était tenable que sous la condition d'un strict contrôle stratégique, susceptible de poursuivre les prédatons énergétiques notamment et d'assurer la neutralité sinon la complicité de la communauté internationale. D'où le nécessaire renforcement de la suprématie militaire. Partant, le capitalisme, i.e. la lutte capital-travail, ne changeait nullement de nature, mais la guerre, qu'il portait en lui comme la nuée l'orage, selon la célèbre formule de Jaurès, cessait d'être l'un des moyens, parmi d'autres, de sa politique, pour privilégier le bellicisme *stricto sensu* de la guerre économique. Le 11 septembre tombait à point pour légitimer la guerre comme politique, engagée déjà antérieurement. Telle est l'étape actuelle, dont on ne saurait déterminer la durée. Las encore, le temps n'a pas cessé de se rétrécir. Comme le remarque I. Wallerstein, il n'a pas fallu dix huit mois pour que l'administration Bush dilapide le capital de sympathie acquis avec les attentats du 11 septembre et se retrouve elle-même isolée diplomatiquement⁴⁸. Deux nouveaux éléments (juillet 03)⁴⁹ viennent étayer notre jugement.

⁴⁸ Cf. "The Aftershock", **Commentary** n°108, 1^{er} mars 2003, du Fernand Braudel Center, Binghamton University.

⁴⁹ Comme pour les gros mensonges de MM Blair et Bush concernant la possession par l'Irak d'armes de destruction massive, ils étaient subodorés et prévisibles, dès la première version de ce texte (févr.-mars 03), mais non établis.

La commission spéciale du Congrès étatsunien a rendu un rapport concernant les attentats, qui établit la responsabilité des services de renseignements (C.I.A., F.B.I.), à travers, à tout le moins, maladresses, bévues et négligences. Bush, d'autre part, "presse les pays du monde" d'intervenir en Irak militairement, financièrement et moralement, s'il se peut, les vainqueurs, malgré les brillants assassinats des fils de Saddam Hussein, ne s'en sortant pas et les élections approchant.

L'exemple de l'Argentine suffirait à lui seul à signer l'acte de décès des attentes néolibérales : un pays riche, ayant triomphé de la dictature militaire, engagé dans un "miracle" économique, ami des Etats-Unis et excellent élève des instances financières internationales, qui sombre, corps et biens, comme un galion du XVIème siècle.

Qu'il soit clair que par "faillite du libéralisme", j'entends l'idéologie néolibérale et plus précisément les espérances, les illusions et les rêves, habilement promues par ses publicitaires et intellectuels Hi Fi⁵⁰, qu'elle a fait se lever dans les populations, en particulier de l'Est européen et chez tous ceux, fort nombreux, qui pensaient, de bonne foi, qu'un monde pacifié s'engagerait vers des lendemains meilleurs. Il est évident que la réalité du libéralisme n'est pas concernée. Elle a en effet montré très rapidement son vrai visage : celui de la guerre comme politique et de la volonté d'hégémonie servie par une terreur généralisée, c'est à dire à la fois théâtralisée (la "menace terroriste") et bien réelle (la répression de ladite menace). Contre-exemple de l'Argentine, le Brésil de Lula, riche de tant d'aspirations et de potentialités populaires de changement, qui s'étendaient bien au-delà de ses frontières, a été happé par le système, avant même de constituer son gouvernement. Il suscite depuis, par son libéralisme franc et ouvert, les éloges des bailleurs internationaux, du Parrain en personne, et son "socialisme réaliste" (c'est nouveau, ça vient de sortir), d'après les journalistes, "séduit la cour d'Espagne" (juil.2003).

Il faut relever toutefois que la situation présente un aspect positif en ce que, d'une part, elle met fin à la croyance en la possibilité d'un procès de dépassement interne au capitalisme et, d'autre part, elle fait converger toutes les forces de contestation vers l'affrontement avec *un seul* ennemi. Il n'existe pas de modèle de régulation interne du capitalisme et l'impérialisme doit être vaincu. Cette leçon majeure doit demeurer sans cesse présente à l'esprit, en tant que garde-fou, guide et finalité d'une alternative.

Est-ce à dire, qu'il faille verser quelques larmes sur l'époque du "camp socialiste" ? Bien que nombre de sondages et d'enquêtes d'opinion dans les nations libérées de la "dictature bolchevique" attestent d'un sentiment de nostalgie largement répandu, en comparaison du passage au capitalisme réellement existant, il ne saurait être question de faire marche arrière. On ne donnerait pas seulement dans une impasse, on reconduirait la méconnaissance de ce qui fut sans doute le principe de l'effondrement : la prise de distance totalement insuffisante, pour ne pas dire absente, de la part des régimes socialistes, avec le modèle "occidental", savoir, entre autres aspects, le productivisme économique et le monopole politique attribué à l'exécutif. La fascination était telle qu'elle empêchait toute invention, toute créativité en matière de gestion sociale, au mépris des formes authentiquement alternatives déjà élaborées, -coopération, autogestion, régime électoral, contrôle démocratique, entre autres. Le mimétisme envers la "dictature bourgeoise" allait jusqu'à nier les espaces qu'avaient conquis contre elle les luttes des travailleurs, dont ces droits, -d'association, de manifestation, de grève ou d'expression, sans lesquels il n'est pas de liberté. Ce n'est pas ici le lieu de conjuguer facteurs internes et facteurs externes pour expliquer l'échec, ni de faire le tri entre positif et négatif. De fort sérieuses études en ont dit l'essentiel. Du refus de ce retour, on ne saurait néanmoins, c'est ce qu'a montré l'éclatement de la baudruche libérale, même s'il n'est pas encore visible pour tous, conclure à quelque

⁵⁰ Haute Fidélité, comme les disques. J'ai baptisé ainsi, depuis fort longtemps, les idéologues à la botte du pouvoir.

nécessité de se rallier aux rapports capitalistes de production. Bien au contraire. Je me contenterai de proposer à la réflexion deux jugements, qui n'ont rien perdu de leur portée. Le premier est emprunté à György Lukacs prenant, dans son livre laissé inachevé de 1968, une bonne avance sur l'histoire à venir, quand il démontrait que le stalinisme n'avait pas plus représenté l'alternative à la démocratie bourgeoise que la démocratie bourgeoise ne représentait l'alternative au stalinisme⁵¹. Le second renvoie à la salutaire provocation d'Ernst Bloch déclarant, lors d'un entretien télévisé, peu avant sa mort: "le pire des communismes vaut mieux que le meilleur capitalisme".

La social-démocratie et les partis qu'elle influence ont, eux aussi, chanté victoire, à la chute du mur. Ils en furent effectivement les premiers bénéficiaires, en termes d'accession au pouvoir. La carte de l'Europe vira au rose. Les réformistes l'emportaient enfin sur... les "totalitaires" (on ne disait plus "révolutionnaires"). En France, par exemple, le Parti Socialiste tenait sa revanche du congrès de Tours. Et, avec lui, une meute d'idéologues, fraîchement ralliés en 1981 et immédiatement après, envahissaient les médias, réécrivaient l'histoire au profit des vainqueurs et proféraient anathèmes et oukases. La démocratie "tout court" et le marché avaient trouvé leurs hérauts⁵². Ils ne craignaient pas de défier le capitalisme en personne. On ne parlait plus que "d'économie mixte", devant assurer le triomphe du secteur public sur le secteur privé, de "participation des travailleurs", "d'Europe sociale" et même, afin de ne pas négliger les entours, de "guerre humanitaire". Le règne du droit allait commencer, - Etat de droit, Droits de l'Homme, Droit international. On allait voir ce que l'on allait voir. Ledit capitalisme hélas avait la vie plus dure qu'il ne paraissait et ses adversaires n'étaient pas de taille,- à moins qu'ils n'aient pas été des adversaires...Toujours est-il que le privé ne tardait pas à dévorer le public⁵³, à coup "d'introduction du capital" et de "prise de participation", qu'enflaient les chiffres de sans-emploi, que l'Europe dressait ses morceaux les uns contre les autres⁵⁴, que les aventures militaires s'entêtaient à semer la mort, les destructions et le chaos, et que le droit, suivant une irrésistible pente historique, persistait à servir le plus fort.⁵⁵ L'embellie fut de la sorte de courte durée. A son tour, et bien plus rapidement que prévu, l'alternative social-démocrate déposa son bilan. Précisons bien : l'alternative, en tant qu'idéal, programme et promesse, et non pas les individus qui s'en étaient affirmés les maîtres d'œuvre. Ceux-là, au contraire, n'éprouvaient guère d'états d'âme et entendaient bien se maintenir dans les étriers. Ils n'étaient nullement coupables, seulement réalistes. Le sort leur avait été funeste et ils avaient dû s'incliner devant des pesanteurs qui excédaient leurs forces. Ainsi s'imposa l'idée que les "lois" du marché avaient en commun avec celles de la nature qu'elles obéissaient à la fatalité (ou à la nécessité, si l'on préfère), et que "l'Etat ne peut pas tout" (L. Jospin). Or, une fois que les "socialistes" eurent accompli la tâche de faire digérer au peuple les mesures les plus impopulaires, il ne restait plus à la droite qu'à en revenir "aux affaires" pour achever le travail. S'ouvrit, de la sorte, et se perpétue, le temps des "bras cassés". Je n'y insisterai pas. Mais je relèverai deux effets concomitants de la vague social-démocrate.

⁵¹ **Demokratisierung Heute und Morgen**, publié en 1985 par le Lukacs Archiv et Akadémiai Kiado de Budapest; mal traduit par **Socialisme et démocratisation**, Paris, Messidor/Ed. sociales, 1989.

⁵² Guy Hocquenghem, avec une pertinence caustique, qui n'a rien perdu de son tranchant, ni de son actualité, puisque la plupart de ses cibles sévissent encore actuellement, a tout dit dans sa **Lettre à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary** (Paris, Albin Michel, 1986), fort opportunément réédité, avec une préface de Serge Halimi (Paris, Agone éd., 2003).

⁵³ Ce processus est en voie de consécration officielle avec l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS), qui ne fait même plus mention du service *public*. Sur ces personnages

⁵⁴ On pensera aux procédures juridiques et au transferts de compétences qui mettent en place la régionalisation, au mépris des Constitutions des Etats membres.

⁵⁵ Cf. G. Labica, "La social-démocratie et son espace vulnérable", in "La politique en France", n° spécial de **Futur antérieur**, 1995. Je rappelle le jugement d'Ernst Bloch : "la social-démocratie passe sous silence le fait que le socialisme présuppose la révolution dont l'absence permet la naissance du capitalisme d'Etat" (**Le Principe Espérance**, t. II, Paris, Gallimard, 1982, p. 542).

Elle a emporté, avec elle, les partis communistes "occidentaux", selon les modalités diverses de l'absorption, ouverte ou feutrée, des fractures internes, des scissions ou des sujétions. Tous ne périrent point, mais tous furent atteints. Leurs ralliements aux gagnants, qu'ils aient été stupides, opportunistes ou pervers, loin d'assurer leur survie, ont accéléré leur décadence. En France, la "Mutation" brandie par le P.C.F., empêtrée dans l'expérience de la "Gauche plurielle", s'est traduite par un score de 3,5 %, lors de la dernière consultation électorale. A l'inverse, "Rifondazione comunista", en Italie, offre le contre-exemple d'une transition, interpartidaire, à peu près réussie⁵⁶. A l'échelle européenne, l'affaire fut encore plus rondement menée. Les anciens P.C. de l'Est ne se sont guère embarrassés de scrupules doctrinaux. Leur transformation, du jour au lendemain, en P.S, s'est immédiatement attelée aux gestions libérales et jetée dans la "voie capitaliste de développement". On a vergogne d'en inférer a posteriori en quoi pouvait consister leurs convictions communistes...Il est juste de dire qu'en regard les groupes qui ont voulu préserver leur identité ne sont parvenus, sauf exceptions point encore visibles⁵⁷, en se murant dans le ressassement de formules anciennes, qu'à légitimer la mue des dissidents et, dans l'opinion, qu'à corroborer le glissement du réformisme à l'acceptation de l'ordre dominant.

Les tentatives dites de "troisième voie" ne méritent guère la halte. Celle du tandem Tony Blair/Anthony Giddens, dont un Gerhardt Schröder s'est un temps entiché, qui se présentait comme originale dans le courant social-démocrate, a fait long feu. Les velléités françaises de "nouvelle gauche" et autres calembredaines, qui étaient plus conjoncturelles et électoralistes que doctrinales, également. On sait ce qu'a produit la "voie libérale de gauche" d'un Lionel Jospin, durant son passage à la tête du gouvernement. Le "mouvement social" et ses petits, "les nouveaux mouvements sociaux", tant prisés des familles socialistes, qui les tenaient tout chaud de leurs sociologues-maison, ont nourri les débats parisiens sur "les contre-modèles de société", soucieux de tout changer sans toucher à rien. Les pauvres s'étaient déjà "effondrés à la fin des années soixante-dix"⁵⁸

La doctrine chinoise du "socialisme de marché" ne peut être considérée ici. Représente-t-elle une "troisième voie"? Dans l'expression, quel terme l'emporte : "socialisme" ou "marché"? Le mérite de lever le tabou socialiste du marché, en cessant de l'ostraciser purement et simplement, permet-il à la direction du parti et au maintien d'une économie planifiée de maîtriser l'ouverture aux rapports capitalistes de production en faveur des travailleurs et de la communauté nationale? Ou bien assure-t-elle le maintien au pouvoir, sans changement politique et social, de l'équipe dirigeante, et, par conséquent, le "retour" au capitalisme à son seul bénéfice?

L'enjeu n'est pas mince pour le futur ordre du monde, la Chine apparaissant d'ores et déjà comme le principal adversaire et le futur compétiteur de l'hégémonie étatsunienne.

Au nom de préoccupations fort différentes, puisqu'elles sont religieuses, on peut repérer, à partir d'un semblable regard sur la situation mondiale, une démarche proche de la recherche d'une issue intermédiaire, savoir qu'il faut écarter les deux directions, aussi néfastes l'une que l'autre pour le bien de l'humanité, du capitalisme et du communisme. Deux illustrations en ont été offertes simultanément. L'une émanait du pape Jean-Paul II, dont il est indéniable qu'il combattit pour la fin des régimes de l'Est, l'autre du cheikh Tourabi, inspirateur d'un islam intransigeant et peut-être du "terrorisme" qui devait secouer

⁵⁶ Cf. le livre au titre si éloquent de Fausto Bertinotti avec Alfonso Gianni, **Ces idées qui ne meurent pas (Le idee che non muoiono)**, Milan, 2000), Paris, Le Temps des cerises éd., 2001.

⁵⁷ L'évolution des anciens partis communistes est à suivre au jour le jour. Une revue comme **Correspondances internationales** (B.P. 95, 92153 Suresnes cedex; corint@wanadoo.fr), depuis 1991, s'y emploie avec rigueur.

⁵⁸ J.-P. Le Goff, **La barbarie douce**, ouvr. cité, p. 107, et toute l'analyse du dernier chapitre, "Des conditions pour espérer?"

les Etats-Unis. Les conclusions qu'ils tiraient de leur rejet commun étaient évidemment dissemblables. Le premier y voyait le triomphe de l'Eglise, le second celui de l'Islam, l'accord se retrouvant sur une unique option, point toujours confessée comme telle, -la pérennisation des valeurs les plus conservatrices de chacune de leurs traditions.

Une mention enfin pourrait être accordée aux organisations se réclamant de la pensée trotskiste⁵⁹, qui, au lendemain de la chute du mur, se sont légitimement prévalu de leur attitude anti-stalinienne de la première heure. Elles n'ont réussi cependant une entrée remarquée sur la scène politique, en particulier en France, des années plus tard (début 2000), qu'à la faveur de l'échec des politiques social-démocrates, révélateur d'un blocage de conjoncture dont elles avaient anticipé le diagnostic. Si l'on ne peut assurément, dans ce cas, parler de faillite, force est néanmoins de rappeler qu'il n'a jamais existé historiquement d'expérience politique de ce courant et qu'il ne pourra développer ses potentialités propres qu'au sein d'associations ou d'alliances avec d'autres forces militantes, ainsi qu'il en convient lui-même, avec le mot d'ordre "Cent pour cent à gauche" de la Ligue communiste révolutionnaire.

Pour des raisons assez voisines, la tradition anarchiste a conservé et quelque peu accru sa force de frappe. Les mobilisations de rue de ces dernières années, en France, sont là pour attester de la présence active de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T), son organisation la plus importante. L'Unique, c'est à dire la place centrale attribuée à l'individu, sans doute trop férocement étrillée par Marx et Engels⁶⁰, et la critique systématique de tout pouvoir, au premier chef l'Etat, censé oeuvrer à son asservissement, n'a pas perdu toutes ses séductions. Si ces dernières continuent à jouer un rôle roboratif contre les complaisances et les lâchetés vis à vis de l'ordre dominant, et à empêcher de perdre de vue l'ultime finalité libertaire, elles n'en récusent pas moins qu'autrefois la construction d'une politique alternative.

Samir Amin dresse, dans son diagnostic du "capitalisme sénile", un bilan de faillite assez proche du précédent, quand il écrit : "Ayant épuisé leur potentiel de développement, les trois modèles en question (le Welfare State à l'Ouest, le soviétisme à l'Est, la construction nationale moderniste au Sud) se sont effondrés sans que des alternatives nouvelles permettant aux Etats, peuples et nations d'aller plus loin ne se soient (encore) cristallisées"⁶¹.

4 L'ALTERNATIVE RÉVOLUTIONNAIRE

Il faut cependant "aller plus loin" et autrement.

On peut, bien sûr, souhaiter que le monde ne connaisse aucune sorte de changement et se satisfaire de l'état de choses existant. Ce qui, après tout, forme le *credo* des pouvoirs en place, qui emploient au maintien de l'ordre dominant toutes les forces qui sont en leur possession. Et on se gardera d'oublier que lesdites forces n'ont jamais été aussi considérables, - militaires, financières, diplomatiques, culturelles, ou idéologiques, servies par des appareils de communication pratiquement inaccessibles à d'autres qu'elles. Or, nous sommes, *hic et nunc*, sujets du royaume de TINA, pour reprendre l'impérissable formule de Mme Thatcher, - "*There is no alternative*", dont les thuriféraires les plus dévoués ne sont pourtant pas les princes qui nous gouvernent, ni les multinationales qu'ils représentent, mais bien les cohortes d'idéologues chargés de nous faire prendre les vessies pour des

⁵⁹ Ou tout au moins conservant cette référence avec des contenus renouvelés ou nouveaux.

⁶⁰ Une attaque en règle a été conduite contre l'ouvrage de Stirner, **L'Unique et sa propriété**, dans **L'idéologie allemande**.

⁶¹ **Au-delà du capitalisme sénile. Pour un XXIème siècle non-américain**, Paris, P.U.F., 2002, p. 81.

lanternes, le marché pour la démocratie, la contrainte pour la liberté, le hamburger pour de la nourriture et le goulag pour l'enfant de Marx. Pour ceux-là, nos sociétés ne souffriraient pas d'un "déficit de démocratie", selon l'antienne social-démocrate, mais bel et bien d'un "*excess of democracy*" (respectons la langue d'origine). **Dégraissez-moi ça !**, comme dirait l'excellent Michael Moore⁶². Naguère, un périodique plaçait, sous le symbole de "L'homme qui marche" de Giacometti, un dossier sur l'état actuel du monde. "L'homme qui marche", en effet, ne dispose que de sa vigueur ténue face aux figures replètes de la prospérité mercantile. Elles sont plus fortes que lui. Avancera-t-il jusqu'à les défaire?

Si l'on croit, par contre, nécessaire le changement pour conjurer les périls mortifères du "nouvel ordre mondial", on ne pourra éviter désormais de convenir que l'alternative n'est pas derrière nous, mais devant⁶³. Elle exige de reconsidérer la seule voie demeurant ouverte, celle qu'offre le concept de révolution.

"Reconsidérer" cela ne veut pas dire remettre en marche une machine arrêtée, ni réutiliser un outil ancien. Cela veut dire conjointement détecter la panne, si une panne s'est produite, et penser à neuf. "Rendre son acuité" au concept de révolution, ou le "rendre à son acuité", renvoie à la réappropriation de la radicalité⁶⁴: On met en question le cours des choses, on refuse l'évolution, les corrections, les aménagements. A l'*interpretiert*, la **XIème Thèse** oppose le *verändern*, qui ne se réduit pas à la vague transformation, ni même à la métamorphose, en ce qu'il s'en prend aux formes elles-mêmes⁶⁵. La volonté de *changer* ne peut exclure le *détruire*. On le voit clairement avec l'Etat. La révolution ne vient pas se nicher dans la forme de l'Etat bourgeois/capitaliste, pour remplacer le personnel politique en fonction, élaborer un nouveau programme et prendre des mesures d'urgence, en maintenant ses appareils. Le problème n'est pas celui du conducteur, mais celui de la machine. C'est elle qu'il faut changer et vraisemblablement mettre à la casse : "La Commune a apporté la preuve que "la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine d'Etat (*Staatsmaschine*) telle quelle et la faire fonctionner pour son propre compte"⁶⁶. Le vocabulaire, chez Marx, n'est pas avare en mots forts pour expliciter ce "changer": *Zerstörung* (destruction), *brechen* (briser, casser), *zerbrechen* (mettre en pièces)⁶⁷. D'autre part, le procès révolutionnaire est toujours en situation. S'il en va déjà ainsi dans la recherche scientifique où le surgissement d'une théorie nouvelle est tributaire du champ conceptuel d'où elle est issue avant de le bouleverser, à plus forte raison dans la société, où l'histoire nationale, les mentalités, la structure économique, la forme politique du pouvoir et le rapport de forces entre les classes interdisent strictement l'élaboration d'un

⁶² Titre de son ouvrage de 1996, traduit en 2000, sous-titré **Petite balade dans le cauchemar américain**, Paris, La Découverte.

⁶³ J'avais déjà soutenu cette thèse au lendemain de la chute du mur; cf. "Le communisme enfin possible ?", in **M.**, n° 36, mars-avril 1990; "Le communisme n'est pas derrière nous", in **Critique communiste**, Entretien avec Francis Sittel, n° 112, 1991; "A suivre ou le droit de recommencer", in **Panoramiques**, n°4, 1992; "L'alternative communiste est devant nous", in **Société française** n°44, 1992; "Caduto il muro, una rinnovata analisi marxista", in **Il Manifesto**, janvier 1994.

⁶⁴ L'étymologie d'*acuité* est riche : le radical *ac* se retrouve dans *acuo* : rendre aigu, aiguïser, stimuler; *acutus* : aigu, pénétrant (au sens intellectuel également); *acucula*, d'où vient directement *acuité* : petite aiguille (dérivé : acupuncture); *acies*, qui a donné *acier* désigne la pointe, le tranchant, ce qui est perçant et pénétrant (yeux et intelligence).

⁶⁵ Cf. G. Labica, **Karl Marx, Les Thèses sur Feuerbach**, Paris, P.U.F., 1987, ch. 6.

⁶⁶ Karl Marx, **Der Bürgerkrieg in Frankreich**, Dietz Verlag, Berlin, 1971, MEW, t. 17, p. 336 (trad. fçse, **La guerre civile en France**, Paris, Ed. sociales, 1968, p. 38).

⁶⁷ Lénine, qui a lui-même un temps hésité sur la nécessité du "bris" de la machine d'Etat, a consacré à cette question les notes de son Cahier bleu (cf. **Vladimir Lénine, Le Cahier bleu, Le marxisme quant à l'Etat**, Georges Labica éd., trad. de B. Lafite, Bruxelles, Ed. Complexe, 1977). On trouve dans une seule page du **Manifeste** : *abschaffen* (abolir), *zerstören* (détruire), *gesprengt wird* (de *sprengen*, faire sauter); la révolution communiste y est définie comme "*das radikalste Brechen*" (ouvr. cit., p. 62 et p. 84).

modèle à prétention universalisante. On évoquera, à la rigueur, des "paradigmes", au sens retenu par Kuhn⁶⁸. L'idée du modèle, déjà récusée par Lénine, telle qu'elle fut échafaudée par l'Internationale Communiste, préconisant à tous les partis de son obéissance, l'*application* de la révolution d'octobre, est elle-même historique. Etroitement dépendante de l'Etat post-révolutionnaire et de ses moyens de contrainte, qu'ils relèvent de dispositifs policiers ou de l'inculcation idéologique, les traitements nécessairement divers subis par les tentatives de copier le prototype ne représentent nullement des fautes tactiques ou stratégiques imputables à des mésinterprétations doctrinales, mais bien des écarts vis à vis de sa mise en recette dominante, donc de la dogmatique, c'est à dire d'une attitude proprement religieuse. Le vocabulaire, en ce domaine, est tout aussi significatif : *discipline*, *fidélité*, *confession* ("autocritique"), *hérésie* ("révisionnisme"), *apostasie* ("trahison"), *excommunication* ("exclusion"), etc. Ajoutons que révolution n'est pas non plus révolte, œuvre de spontanéité et de durée limitée. Robespierre, en son temps s'élevait déjà contre ceux qui déclaraient achevé le procès révolutionnaire : "Je ne crois pas, disait-il, que la révolution soit finie"⁶⁹. Une fin est-elle seulement envisageable, hormis le coup d'arrêt qui consacre les nouveaux maîtres ?

"Une seule solution, la révolution ! ", criaient les soixante-huitards. Ils avaient raison. Mais ils étaient en avance. Alors que dans le monde d'aujourd'hui, c'est bien la solution qui s'impose. Mais, la révolution pourquoi faire ? Comment en finir avec le système ? Sur la leçon de l'acuité, la réponse ne saurait désormais laisser subsister de doute : *la démocratie représente la voie, le moyen et la finalité, de la révolution.*

Le néolibéralisme est l'adversaire de la démocratie. La marchandisation généralisée qui réduit à l'extrême les espaces d'autonomie des individus, au point que les plus démunis en viennent à vendre leurs propres organes, après leurs femmes et leurs enfants, est incompatible avec les procédures démocratiques censées assurer le libre développement. Il est de la nature du capitalisme de fonctionner comme un processus d'homogénéisation. Il a vocation à l'aplatissement, au nivellement. Des individus, des peuples, des nations, des cultures, formatés, indifférenciables représentent son idéal. On coupe ce qui se dépasse et l'argent, "l'équivalent universel", n'est autre que l'équarri-soir de toute originalité, de toute richesse non monétaire ou monnayable. La *macdonaldisation* mondialisée et la *cocacolonisation* ne veulent pas dire autre chose. Le désastre ne se limite pas à l'alimentaire. Il s'étend aux langues. L'hégémonie est aussi linguistique et l'impérialisme de la langue de l'impérialisme, qui s'impose par les nombreux canaux de la marchandisation, des flingues à l'internet et au tourisme, accélère la disparition des parlers vernaculaires les moins répandus et les moins résistants. On a pu, à ce propos, employer l'expression "d'holocauste linguistique", directement imputable à la "superpuissance linguistique, qui s'exerce à l'état pur"⁷⁰. Après et avec les espèces animales, à force de saccages de la nature, et comme elles, d'irremplaçables principes d'identification culturelle payent tribut à la globalisation. Se laissent ici surprendre les mimétismes trompeurs. Il a fallu des désastres aux conséquences extrêmement lourdes pour que le mouvement communiste international se rende compte que le gommage de toute spécificité par les consignes du Komintern dans "l'application" du modèle ne convenait pas plus à la Chine, qu'au monde arabe ou à l'Amérique latine. Le Ti-cola cubain et le Meka-cola algérien ont relevé de bonne guerre, ils n'en copient pas moins, par la dénomination, le conditionnement de la boîte et sa couleur, la boisson de référence. Le révisionnisme de la mêmété n'épargne pas la glotte.

⁶⁸ Cf. T. S. Kuhn, **The structure of scientific revolutions**, Chicago, University Press, 1962.

⁶⁹ Cf. G. Labica, **Robespierre, une politique de la philosophie**, Paris, P.U.F., 1990, p. 65.

⁷⁰ Cf. John Sutherland, "Linguicide : The death of language", **The Independent on Sunday**, 10 mars 2002; cité in **Pourquoi le monde déteste-t-il l'Amérique?**, ouvr. cit., p. 173. Claude Hagège avait déjà, dans son **Halte à la mort des langues** (Paris, Odile Jacob éd., 2000) dressé un bilan tout à fait alarmant.

Les gouvernements des pays les plus "avancés" sont passés maîtres dans les manipulations électorales (découpages géographiques, pourcentages prédéterminés et excluants) et l'invention de dispositifs qui attribuent aux exécutifs, parfois soustraits à tout vote, la prééminence sur le législatif, ravalé au rang de chambre d'enregistrement, et sur le judiciaire, limité à l'exercice d'une justice de classe. En France, la constitution gaulliste, tout d'abord dénoncée, à "gauche", comme "coup d'Etat permanent" (F. Mitterrand), est rapidement devenue le cadre consensuel indiscuté de la droite à la gauche. M. G. W. Bush dirige une superpuissance qui cherche à assujettir le monde à son arbitraire⁷¹, sans avoir été régulièrement élu. Deux phénomènes attestent de la régression démocratique, ou, comme certains politologues s'enhardissent à le constater, du "déficit démocratique". On a d'abord, l'aveu du langage. Depuis la chute du mur, qui a porté au pinacle la démocratie "tout court", on assiste à une véritable débauche de "citoyen" : il n'est de débats et de comportements que "citoyens", l'entreprise est proclamée "citoyenne" et le chien lui-même se voit affecter l'épithète⁷². On rivalise de "citoyenneté", européenne ou mondiale. Porto Alegre a mis à la dernière mode municipale, la démocratie "locale", "participative", ou "de proximité" dont le caractère incantatoire n'est nullement incompatible avec un étroit contrôle des élus. L'esprit "républicain" règne. La "parité" fait florès, et jusqu'à l'égalité, pourtant vieille suspecte, entre homme-femme, vieux-jeune, immigré-indigène, arabe-juif, homo-hétéro... C'est à qui "écouterà", "dialoguera", "communiquera", "échangera", "partagera"... L'abstentionnisme électoral, qui concerne toutes les démocraties "occidentales", et dont les taux n'ont cessé de croître ces dernières années, est un second élément. On sait que les monarques républicains ne représentent guère que le tiers de leurs électeurs. On y insistera pas, sauf à préciser qu'il semble maintenant entendu, au moins comme grille de lecture, que cette attitude ne relève plus de l'indifférence, mais qu'elle exprime une volonté *politique*, si confuse ou diversifiée soit-elle, de refus du système en place.

Le *politique*, tel est le fond du problème. Le néolibéralisme est son fossoyeur. L'assimilation de la démocratie au marché, qui donne tout pouvoir à l'économie et à la maximisation du profit, éconduit la politique au bénéfice de la gestion. "L'horreur économique"⁷³ ne suscite pas seulement de légitimes indignations morales, elle en vient à boucher l'horizon, au point que sont obnubilés par les fatalités qu'on lui prête les mouvements anti-mondialisation eux-mêmes. Le "citoyen" n'est que la marionnette de l'actionnaire. Le raffinement des technologies de la publicité, qui anoblit les antiques "réclames", et du marketing, dont la polyvalence "lance" un artiste de variété, un romancier, un manager, un sénateur ou un Premier ministre, comme une marque de savonnette ou de couches-culottes, habille les désirs de consommation, qu'elle crée à longueur de rayons de grande surface, des séductions les plus agissantes. A l'individu dépossédé et robotisé, on va jusqu'à offrir les produits "personnalisés" qui lui rendront une âme. Vente, achat, spectacle, dont les corps, de femmes notamment, sont les "porteurs" favoris, annulent les ultimes barrières entre public et privé, exposé et intime. Le *social* ne résiste pas davantage. Il perd ses bastions les plus solides : la gare, le bureau de poste, l'école, la maternité, déclarés non rentables, tombent dans les poubelles du laisser faire

⁷¹ Cf. Noam Chomsky, Ramsey Clark, Edward Saïd, **La loi du plus fort. Mise au pas des Etats voyous**, Paris, Le Serpent à plumes éd., 2002. Deux titres venus de "l'autre Amérique" méritent la plus vive attention : William Blum, **L'Etat voyou**, Paris, Parangon, 2002 et Lewis Lapham, **Le djihad américain**, Paris, Saint-Simon éd., 2002. On s'y instruit sur les exploits de personnalités aussi honorables que W. Clinton, J. Carter, C. Powell, H. Kissinger (Prix Nobel de la Paix) ou Z. Brzezinski, ces deux derniers qualifiés de "criminels de guerre".

⁷² Cf. G. Labica, "Le chien citoyen (Les mots du pouvoir)", in revue **Nord-Sud XXI**, n° 17, Genève, 2001.

⁷³ Le livre de Viviane Forrester, sous ce titre (Paris, Fayard, 1996), a connu un exceptionnel succès. Ecrit par une romancière, assimilable donc à une réaction de non-spécialiste, il a rempli la fonction d'un véritable symptôme de prise de conscience collective.

libéral. Les "acquis sociaux" les suivent, assimilés qu'ils sont à des franchises corporatistes. Stopper l'infection qui menace de mort la démocratie, réanimer tout simplement le processus de *démocratisation*, revient à casser l'idée que la gestion se substituerait à la politique. Autrement dit à rétablir la souveraineté populaire. A engager la révolution.

Avant d'y venir, on doit une halte, fût-elle brève, à la dissociation entre révolution et démocratie. Elle renvoie à deux attitudes. La première est celle de la dictature, qui peut soit provenir d'une révolution qu'elle entend poursuivre, soit camoufler son coup d'Etat fondateur en révolution, mais ne se couvre jamais de l'étiquette démocratique. Dans le cas de l'autoritarisme, type stalinien, la dictature du prolétariat revendique la qualification de démocratie *réelle*, par opposition à la démocratie bourgeoise vilipendée comme *formelle*, c'est à dire offrant des droits fallacieux ou vides de contenu. Si nous laissons provisoirement le cas des démocraties "tout court", occidentales ou bourgeoises précisément, qui récusent, même et surtout quand elles sont le produit d'un événement révolutionnaire, toute perspective de changement radical et rejettent avec indignation le nom de dictatures, nous rencontrons la position anarchiste. L'anarchisme présente cette originalité, par rapport aux figures précédentes, qu'il voit dans *toute* démocratie une dictature. La démocratie, ainsi que toute forme de gouvernement, où les hommes sont dressés les uns contre les autres et où le suffrage universel, par exemple, ne fait qu'assurer les intérêts des propriétaires, est emporté par le refus du pouvoir, principe par excellence de l'aliénation de l'individu. D'après Malatesta, ce n'est pas la lutte qui gère les relations sociales, mais bien la loi de la "solidarité", "c'est à dire l'harmonie des intérêts et des sentiments, le concours de chacun au bien de tous et de tous au bien de chacun". La "coopération", ou "association pour la lutte", doit viser sa réalisation⁷⁴.

A ceux qui affirment, du haut de tribunes strictement réservées à leurs propres prêches, que la révolution, n'a rien à faire avec la démocratie et que la Terreur ou le goulag lui sont consubstantiels, il n'est pas nécessaire d'objecter les leçons de l'histoire ou les puretés doctrinales, encore moins des intentions, qui seraient perceptibles. Le regard sur le désordre mondial actuel suffit. Notons, en outre, que les contempteurs de LA révolution considérée comme repoussoir définitif et les tenants du modèle universel moulent la même farine idéologique.. Démocratie et révolution ont partie liée. Au point, -voilà qui vaut pour l'histoire et pour la théorie, de ne plus être dissociables.

On sait que dès le **Manifeste**, dont un Antonio Labriola disait qu'il "ne fut pas et ne prétendit pas être le code du socialisme ou le catéchisme du communisme critique, ou le *vade-mecum* de la révolution prolétarienne"⁷⁵, Marx et Engels soulignaient cette indissociation : "le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie". Il est remarquable que cette phrase succède à celle qui énonce que "la révolution communiste est la rupture la plus radicale [*das radikalste Brechen*] avec les rapports traditionnels de propriété"⁷⁶. La démocratie est la meilleure arme pour en finir avec la propriété privée. Engels disait déjà, dans ses **Principes du communisme** : "la démocratie ne serait d'aucune utilité au prolétariat si elle ne servait pas immédiatement à faire adopter d'autres mesures s'en prenant directement à la propriété privée et assurant l'existence du prolétariat"⁷⁷. C'est pourquoi "les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition [*Aufhebung*] de la propriété privée"⁷⁸, et qu'ils "travaillent partout à l'union et à l'entente des partis

⁷⁴ **L'Anarchie**, Paris, Librairie Publico, 1981, pp. 15 et 13.

⁷⁵ **La concezione materialistica della storia**, trad. franç. de A. Bonnet, **Essais sur la conception matérialiste de l'histoire**, Paris, Marcel Giard éd., 2^{ème} éd., 1938, p. 38.

⁷⁶ **Manifeste du Parti communiste**, éd. bilingue, Paris, Ed. sociales, 1972, pp. 84-85.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 219.

⁷⁸ *Ibid.*, 68-69.

démocratiques de tous les pays"⁷⁹. Car le prolétariat, fut-il seul "révolutionnaire jusqu'au bout", en tant que *Besitzlos* [privé de propriété], ne jouit nullement de l'exclusivité de la révolution. Au contraire, et ceci est également une constante chez les fondateurs, il ne peut vaincre que grâce aux alliances qu'il noue, - avec la petite bourgeoisie, avec la paysannerie ou avec la bourgeoisie elle-même. La conviction de Lénine n'est pas différente. Au temps de la première révolution russe, en 1905, avançant "le mot d'ordre de république démocratique", il qualifie le prolétariat de "combattant d'avant-garde de la démocratie"⁸⁰. "La situation même du prolétariat, en tant que classe, l'oblige à être démocrate avec esprit de suite", il "n'a à perdre que ses chaînes, il a un monde à gagner, avec la démocratie"⁸¹. Et voici l'enseignement majeur, qui a transcendé les conjonctures et en mesure le caractère *révolutionnaire*, depuis un siècle : "Qui veut marcher au socialisme par une autre voie que celle de la démocratie politique en arrive infailliblement à des conclusions absurdes et réactionnaires, tant dans le sens économique que dans le sens politique"⁸². Ne lâchons pas cette logique. En dépit des finasseries, des reniements ou des niaiseries qui ont prévalu jusque dans les milieux communistes, elle fait de la conquête du pouvoir politique la tâche incontournable et de la dictature du prolétariat la "forme enfin trouvée" du nouvel Etat démocratique, qui n'est, de fait, plus que "demi-Etat", "Etat-Commune", "Etat-non Etat" ou "Etat à bon marché"⁸³. "Les soviets ouvriers et paysans constituent un nouveau *type* d'Etat, un *type* nouveau et supérieur de démocratie; ils sont la forme que revêt la dictature du prolétariat, un moyen d'administrer l'Etat *sans* la bourgeoisie et *contre* la bourgeoisie. Pour la première fois, la démocratie est ici au service des masses, au service des travailleurs, elle a cessé d'être une démocratie pour les riches, ce qu'elle reste dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques"⁸⁴.

A provoquer un face à face aussi brutal entre dominants et dominés, l'actuelle mondialisation confère un relief particulier à ces thèses. En précisant qu'elle est inhérente au développement capitaliste et sa vocation la mieux assurée depuis ses origines, ainsi que le **Manifeste** l'avait également établi, je mentionnerai brièvement deux conséquences de son caractère globalisant.

Celle des luttes : le prolétariat mondial, car il faut bien nommer ainsi les nouveaux millions de travailleurs tombés sous les rapports capitalistes de production, et, plus généralement, l'immense masse des dominés, ne connaissent plus qu'un seul ennemi, les politiques néolibérales. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, sans sous-estimer les disparités nationales ou régionales et les contradictions issues de la concurrence, l'homogénéisation étend ses plaies communes, - pauvreté, inégalités, exclusions. Et les discriminations touchent partout les mêmes catégories : enfants, jeunes, femmes, étrangers.

Celle des champs : la domination, notamment rapportée à l'impérialisme de la superpuissance, s'est efforcée et a, en grande partie, réussi à ne laisser aucun espace hors de son contrôle hégémonique, - financier, commercial, militaire, diplomatique, scientifique, technologique, communicationnel, alimentaire, sanitaire, ou culturel. Il est révélateur d'un tel état de choses que la création cinématographique soit l'ultime lieu où l'on (la France) défende quelque "exception". La voie paraît enfin prohibée, de la sorte, à la traditionnelle (et mauvaise) habitude des partis ouvriers, dont les programmes sérialisaient les tâches, selon une hiérarchie mécaniste :- les prolos d'abord,- la locomotive, ensuite les wagons,-

⁷⁹ Ibid., p.119

⁸⁰ **Oeuvres**, Paris/Moscou, 1966, t. 9, **Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique** (juin-juillet 1905), p. 19.

⁸¹ Ibid., p. 46.

⁸² Ibid., p. 23.

⁸³ Je renvoie ici à la "Bibliographie de la question de l'Etat" chez Lénine que j'ai donnée en annexe de mon édition du **Cahier bleu**, ouvr. cit., p.107-113.

⁸⁴ **Oeuvres** cit., t. 28, **Lettre aux ouvriers américains** (1918), p. 69.

paysans, jeunes, femmes, intellectuels, artisans, employés; des wagons qui, des années après la "révolution", n'avaient pas tous quitté la gare. A leur place, on peut lire : l'économie, confondue avec le productivisme, puis le reste de la...superstructure⁸⁵.

Faire confiance à l'histoire, c'est admettre, ce truisme, que les situations changent, que les répétitions sont rares et que les concepts ont à épouser le mouvement du réel. Les classes apprennent. Les bourgeoisies ont fait leur profit, tactique et intellectuel, des luttes qu'elles ont provoquées. Leurs idéologues ont lu Marx, Lénine et Gramsci. La force de leur résistance au changement tient à la fois au système qui n'en finit plus de dépasser ses crises grâce à des équilibres retrouvés, et à la connaissance acquise de l'adversaire. De leur côté, les opprimés, pas seulement ceux du "premier monde", n'ont pas payé en vain de sueur, de larmes et de sang le prix de leurs expériences et des combats qu'ils ont livrés. La conscience démocratique, sous la mondialisation, n'est plus ce qu'elle était au siècle dernier, ni dans les années 20 ou même 50. L'info circule. Si étroits que soient contrôles et tutelles, la radio, le cinéma, la télé laissent au moins passer les nouvelles. Je sais que les métallos coréens ont engagé une grève dure, que les noirs, aux E. U., sont dix fois plus nombreux en prison que les blancs, que tel PDG a foutu le camp au soleil avec la caisse...Fanon observait déjà, dans ses **Damnés de la terre**, que les colonisés connaissaient fort bien les noms les plus imprononçables des leaders du Tiers-monde, en dépit des énormes distances qui les séparaient de leurs propres conditions de vie: "ils comprennent très bien Phouma et Phoumi, Lumumba et Tschombé, Ahidjo et Moumié, Kenyatta", et il ajoutait, non sans quelque euphorie : "Le colonisé, l'homme sous-développé sont aujourd'hui des animaux politiques au sens le plus planétaire du terme"⁸⁶. Les solidarités se répondent. Les exigences montent. Les lycéens qui descendent spontanément dans les rues pour clamer leur colère contre les agresseurs de l'Irak sont animés d'une indignation morale. Ils n'ont hérité ni mémoire, ni expérience de leurs aînés et pourtant sans cet arrière-plan ils seraient amorphes. En 68, n'avons nous pas connu les rudes secousses qui ravaient nos convictions au banc des idées reçues, et nous renvoyaient aux apprentissages ? Le vouloir de démocratisation est aujourd'hui la chose la plus répandue. C'est une première victoire.

5 DES RÉSISTANCES

Ainsi le procès révolutionnaire ne se décrète pas et son programme n'existe que dans son acte. Si l'on apprend de la révolution, comme de tout acte créateur, il est plus difficile de l'enseigner, encore qu'une dialectique soit possible⁸⁷. Il n'en demeure pas moins que son objet, la conquête de la démocratie, dépend de conditions déterminées, c'est à dire de rapports de forces concrets, afférents à l'état et au niveau des luttes de classes et qu'elle obéit à des règles, dont des expériences antérieures peuvent, mais peuvent seulement, avoir fourni la matrice. On pensera à la théorie du "maillon le plus faible" ou à la structure dite de "double pouvoir", -Commune/Convention pendant la Révolution française, Soviets/Gouvernement provisoire dans la Russie de février 1917. Nulle métaphysique là-dedans, pas plus celle de la Bastille que de la Concorde, celle du Grand soir que du petit soir, du Palais d'hiver que du palais d'été. Les recettes appartiennent à l'art culinaire et les applications à la kinésithérapie, point à la politique. C'est ainsi qu'aujourd'hui, comme hier, les contextes conditionnent l'ajustement des luttes : jeter les bases de la démocratie là où elle est encore inconnue, la consolider où elle est faible ou récente, la rétablir où elle a été mise à mal, la défendre en cas d'attaques, l'étendre davantage quand elle est forte, enfin n'avoir de cesse de la pousser "au bout" aussitôt qu'est ouverte la voie révolutionnaire. Or, nous venons de voir, sans optimisme excessif, que l'exigence démocratique, quels que

⁸⁵ Pour plus de détail, cf. "Les leçons du Manifeste", déjà cité, ouvr. cit., p.108.

⁸⁶ **Les damnés de la terre**, Paris, F. Maspéro éd., 1961, p. 60-61.

⁸⁷ Cf. Lénine, ouvr. cit., t. 9, p. 12 et **La Révolution instruit**, ibid. p.146.

soient le niveau de développement ou la nature du pouvoir (entendons : de l'exploitation), a désormais atteint une maturité incomparablement supérieure à ce qu'il en était il y a quelques décennies. Ne voit-on pas partout les classes dominantes faire preuve de prudence, en couvrant leurs mauvais coups du manteau des droits ?

Au préalable, et sans y insister outre-mesure, car l'affaire devrait désormais être entendue, il faut revenir sur la duperie de *nos* démocraties, qui peut faire obstacle à la réflexion. L'affirmation comme d'un donné indiscutable du caractère, ou, mieux, de l'essence, démocratique de nos régimes politiques occidentaux, fait l'objet des soins les plus jaloux. Or, il s'agit d'une fantasmagorie dont nous avons à nous débarrasser. Elle fonctionne à la discrimination par repoussoirs, qui forme une double figure, déjà évoquée, celle de la dictature, -tyrannie ou totalitarisme, et celle de la démocratie socialiste, dictature démasquée. La démocratie "tout court" peut se vanter de n'être assimilable ni à l'une ni à l'autre. Historiquement, elle se prévaut de mouvements populaires révolutionnaires, ou, à tout le moins d'extension des droits pour tous. Elle l'a emporté à la fois sur le nazisme et sur le communisme et ne va pas tarder à le faire sur l'islamisme. Stratégiquement, dans le concert des nations, qu'elle a créé pour la paix et le bonheur des citoyens, elle s'emploie à combattre résolument les "Etats voyous" et à appuyer l'instauration de démocraties...à son image. "L'Amérique est la grande démocratie", la France est "le pays des Droits de l'Homme" et Israël "la seule démocratie" du Proche et Moyen Orient. Malheureusement quand les images (d'Epinal) bougent, ce qu'elles font tout le temps, quand les miroirs (aux alouettes) sont traversés, comme il se doit, les Etats-Unis, qui ne sont que "d'Amérique", laissent paraître leur statut de Premier "Etat-voyou"⁸⁸, ou de Première Puissance terroriste, la France de "République bananière"⁸⁹ et Israël de théocratie ethniciste. Le caractère *démocratique* des démocraties de ce type est porté à son point d'incandescence caricaturale à travers les pratiques constantes de la plus "grande" d'entre eux. Non seulement il n'est pas de dictatures, parmi les plus sanguinaires, tortionnaires et racistes que les Etats-Unis n'aient pas appuyées dans leur prise du pouvoir et soutenues militairement, financièrement et diplomatiquement par la suite, mais il n'est pas davantage d'expériences et même de tentatives de développement autonome, démocratique ou progressiste, qu'ils n'aient écrasées. Dans le sillage et souvent sous la houlette, les moins puissantes, à leur échelle, n'ont rien eu à envier à la grande sœur et ont fait du mieux qu'elles pouvaient. Pour les E.U., on se reportera aux listes citées plus haut, pour la France il suffira de penser à l'Indochine ou à l'Algérie; quant à Israël, on peut quotidiennement suivre ses exploits en terre palestinienne. Derrière les consensus enthousiastes et les "après tout..." résignés, ce sont bien les possédants qui détiennent le pouvoir et servent leurs propres intérêts sur le plan des affaires intérieures aussi bien que sur le plan international. La catégorie centrale d'égalité, en dépit des apparences, y est l'objet d'incessantes attaques, les plus hypocrites lui imputant le nivellement de caserne, qui appartient en propre au capitalisme. *Nos* démocraties sont, quant au fond, des dictatures, qui, pour n'apparaître pas comme telles, exposent dans leurs vitrines les conquêtes juridico-politiques qui ne leur appartiennent que de leur avoir été arrachées sous la contrainte des luttes des travailleurs. *Nos* démocraties sont des dictatures *de classe*. Qui ne respectent les valeurs et les droits qu'elles encensent qu'en fonction des rares conjonctures où ils ne leur sont pas défavorables. Pour le reste, le courant, le quotidien, règne l'imposition de la force, la liberté-égalité-fraternité d'une association de malfaiteurs. Deux traits sont, à cet égard, devenus spectaculaires, à l'abri du discours de la sécurité, garant sans égal de la

⁸⁸ C'est le titre de l'ouvrage de W. Blum, déjà cité. Dans l'abondante littérature sur la question ,cf. aussi John Le Carré, "Confessions d'un terroriste", www.opendemocracy.net; reprod. partielle dans **Le Monde**, du 19-20 janv. 2003; Ramsey Clark, Lettre au Conseil de Sécurité du 29 juil.2003, "pour empêcher une nouvelle agression terroriste des E.U."

⁸⁹ Cf. Sophie Coignard et Jean-François Lacan, **La République bananière, De la démocratie en France**, Paris, Belfond, 1989.

préservation de la propriété et de l'accroissement des profits. Entremêlement désormais inextricable de la politique et de l'argent, des "affaires" publiques et privées, de la criminalité et de la notabilité, la corruption est devenue, depuis quelques années, la cible affichée de tous les gouvernements. L'annonce des mesures à prendre, "radicales" et "urgentes", de New York à Shanghai, de Paris à Moscou, de Rome à Djakarta, de Tel-Aviv à Sydney, ou de Buenos Aires à Tokyo, ne remplit pas uniquement l'office d'"effet d'annonce", comme on dit, elle atteste de la reconnaissance, ou plutôt de l'aveu, d'une pathologie sociale, frappant indistinctement dictatures et démocraties, les plus "développées" incluses. Les meilleurs diagnostics confessent qu'ils ne saisissent pas encore toute l'ampleur et la profondeur du phénomène. Un des derniers en date, du à Eva Joly, qui fut magistrate à Paris, montre à quel point il est difficile et dangereux d'enquêter dans ce domaine⁹⁰. La liste des juges assassinés dans le monde entier en fait foi. L'instruction de l'affaire Elf, conduite par l'auteur, est éclairante : "l'apathie de l'administration judiciaire [dans ladite affaire] est impressionnante"; "le pouvoir protège les siens"⁹¹. Il n'est plus possible de prétendre que la corruption, que l'on dit "grande" à cet effet, se réduit aux dérapages de quelques "scandales". Elle a partie liée avec la mondialisation⁹², elle est son produit direct. Un autre magistrat, Jean de Maillard, sous-intitulait son livre **Le marché fait sa loi** : "De l'usage du crime par la mondialisation"⁹³. "Le problème, -écrit-il, vient désormais de l'impossibilité croissante de distinguer l'un et l'autre [le criminel et le légal], et non de la croissance de l'illégal au détriment du légal. Il n'y a pas d'un côté un domaine criminel qui croît et un domaine légal qui se restreint, mais un double mouvement corrélé d'expansion du crime dans l'économie et le pouvoir d'un côté, et d'infléchissement de l'économie et du pouvoir dans la criminalité de l'autre (...) Nous avons affaire à une société crimino-légale, dont toutes les composantes, criminelles et légales, sont imbriquées les unes dans les autres"⁹⁴. La corruption se présente en outre à visage découvert, sur toutes les places financières qui en gèrent les revenus, par les plus grands groupes, au travers de commissions, pourcentages et prébendes, en toute légalité. Le montant total des actifs des paradis fiscaux atteint le PIB des E.U.⁹⁵. Les marchés de l'armement et de la drogue sont à peine chiffrables et leurs revenus sous protection du secret bancaire, lui-même pénalement protégé.

Une justice ouvertement de classe, -c'est mon second trait, couvre ces pratiques, en leur assurant l'impunité. Quand ce n'est pas possible, savoir quand les affaires, qui n'ont pu être étouffées, "éclatent", on fait traîner les instructions, des dossiers disparaissent ou sont frappés de proscription, les comparutions sont dissociées, enfin le moment du jugement venu, on prononce non-lieu, sursis, confusion de peine ou incarcérations minimales, assorties de tout aussi brèves suspensions de droits civiques, afin de permettre le retour des intéressés aux "affaires", dans les délais les plus courts. Les exemples surabondent, connus de chacun : l'affaire du sang contaminé est éteinte par la Cour de cassation. MM. Longuet, Roussin, Fabius, Dumas, Trichet, entre autres, ont repris leurs activités. Un Léotard a même été promu à l'Inspection des finances. M. Falco, n'a tiré qu'un an. Le dossier Cassetta a été classé. Un Arreckx, surnommé "le parrain politique du Var", avait bénéficié de la conditionnelle. Les accusations contre le fils Mitterrand ou Mme Tiberi sont annulées. Les politiques de l'affaire des emplois fictifs de la MNEF profitent du changement des

⁹⁰ **Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre?**, Paris, Ed. Les Arènes, 2003; ce livre fait suite à **Notre affaire à tous** (avec Laurent Beccaria), même éd., 2000.

⁹¹ Ibid., p. 115 et 119.

⁹² Ibid., p. 250. " La grande corruption actuelle est un phénomène radical : elle n'est plus individuelle mais systémique" (p. 264).

⁹³ Paris, Mille et une nuits (Fayard), 2001.

⁹⁴ Ibid., p.47-48. D'impitoyables réquisitoires ont également été publiés par Christian Carle, **La société de crime** (Paris, Ed. de la Passion, 1996) ou Sophie Coignard et Alexandre Wickham, **L'omerta française** (Paris, Albin Michel, 1999).

⁹⁵ Cf. E. Joly, ouvr. cit., p. 300.

règles de la prescription pour les abus de bien sociaux. M. Papon voit sa peine suspendue. Le secret défense bloque l'enquête sur les frégates de Taïwan. A l'échelle de l'Europe, on n'est pas en reste. Mme Cresson, ex-premier ministre, en sait quelque chose... La Commission, par exemple, a fait tout ce qu'elle a pu pour désamorcer le scandale Eurostat. Après tout, un chef d'Etat et un Premier ministre européens ne doivent qu'à l'exercice de leurs fonctions d'être soustraits aux tribunaux. Il est vrai que leurs représentations nationales ont pris toutes mesures aux fins de leur garantir l'impunité. A l'échelle mondiale, passons, en relevant qu'on a bien vu un coupable de crimes contre l'humanité recevoir un Prix Nobel de la Paix⁹⁶... Tandis que "les banquiers français s'indignent d'être mis en cause par la justice"⁹⁷, l'un d'entre eux, et non des moindres, M. Le Floch-Prigent, ex-PDG d'Elf, qui risque 5 ans⁹⁸, s'abandonne à un aveu d'une vérité criante : "C'est de ma faute, mais c'est aussi la perversité du système"⁹⁹. Le "système" assurément, dont la "perversité" se manifeste par la clémence dont il fait preuve envers les puissants, cependant qu'une jeune fille mineure se voit menottée et menacée de deux mois d'emprisonnement et 3.750 euros d'amende, pour avoir enfreint la loi du 18 mars 2003 interdisant l'encombrement des cages d'escaliers¹⁰⁰. Est-il nécessaire d'ajouter que la corruption épargne d'autant moins ceux dont le devoir est de la poursuivre, - les policiers, que les liens entre la police et la politique, en France particulièrement, ont hérité d'une forte opacité¹⁰¹ et continuent, disons par euphémisme, à brouiller les frontières entre pouvoir politique et pouvoir judiciaire, au bénéfice souvent du troisième, -le pouvoir économique-financier. Maurice Rajsfus a récemment montré, s'agissant de la police, ce qu'il en était de cette justice "à deux vitesses", dans un livre au titre éloquent, **La police et la peine de mort. 1977-2001 : 196 morts**¹⁰². On ne saurait, enfin, objecter que des phénomènes de corruption ont, de tous temps, existé, portés ou non par la confusion des pouvoirs, car la spécificité des nôtres se trouve doublement accusée, au sens de mettre en relief et de discriminer, par la mondialisation, qui en change la nature, et par l'exigence de démocratisation qui la rend insupportable. Résister, en l'occurrence, c'est appuyer les magistrats qui viennent de signer la "Déclaration de Paris". Ils ne veulent, par cet engagement, nullement obtenir "la traçabilité" des flux financiers, mais bien saisir l'opinion de la vérité de la corruption et de ses couvertures officielles.

Quoi que prétendent les thuriféraires des constructions supranationales et du dépassement des ringardises de frontières, en service commandé du capital apatride, le *cadre national représente le lieu indépassable des luttes pour la démocratisation*. Au nom de plusieurs raisons, que je me borne à rappeler :

Les entreprises multi- ou trans- nationales, autant que n'importe quelles autres de taille moindre, -petites, moyennes, commerces ou artisanat, sont assujetties au cadre national. Il n'est pas seulement leur domicile et leur carte d'identité, comme le rappellent régulièrement leurs classements dans la compétition mondiale et le *hit-parade* de leurs

⁹⁶ Cf. le documentaire de Alex Gibney et Eugene Jarecki, à partir du livre de Christopher Hitchens, **Le procès de Henry Kissinger** (en salles à Paris, juin 2003).

⁹⁷ Titre sur une pleine page du Monde du 12 janvier 2002.

⁹⁸ Sic. C'est la peine réclamée par le procureur pour le pillage et le coulage de l'entreprise nationale.

⁹⁹ Le 14 avril 2003, 13^{ème} journée d'audience du procès Elf.

¹⁰⁰ La "mésaventure" de Kelly, 15 ans, a été rapportée par la presse du 12 juillet 2003. Il faut rappeler que la loi de programmation de la justice (juil.2003) prévoit des sanctions pour les enfants à partir de 10 ans et la détention provisoire dès l'âge de 13 ans. Le même jour, l'AFP transmettait la nouvelle suivante : "Vietnam : deux hommes d'affaires, condamnés pour un vaste scandale financier de la fin des années 90, ont été exécutés".

¹⁰¹ Il s'agit d'une caractéristique historique, selon Claude Journès, "Pour une science politique de la police", in C. Journès (ss la dtion de), **Police et politique**, Presses Universitaires de Lyon, 1988.

¹⁰² Paris, L'Esprit frappeur, 2002.

prouesses boursières qui font se rengorger les...*patriotes*, ils peuvent moins que les autres se passer de leur Etat *national*. Il est bien connu qu'au niveau des "personnalités", les osmoses et les cumuls sont monnaie courante entre public et privé. Les "grands commis de l'Etat", la disgrâce électorale ou la retraite venues, s'en vont "pantoufler" dans les conseils d'administration, dont fréquemment et sans états d'âme sont membres leurs *alter ego* en activité. C'est bien pratique quand il s'agit de rafler les appels d'offre et, à une autre échelle, pour l'obtention de subventions, d'allégements fiscaux ou d'épongeage de dettes. Une fonction essentielle de l'Etat de classe ne consiste-t-elle pas à contenir et à faire pression sur la force de travail afin qu'elle s'inscrive dans les normes propices à la valorisation du capital ? L'Etat n'est-il pas le garant de l'équilibre entre les classes, grâce au dialogue entre "partenaires sociaux" et à la préservation de "la paix sociale", au profit...du profit ? En France, le MEDEF, organe du patronat, se comporte sans vergogne en premier parti de la droite. Aux Etats-Unis, le vice-président, Dick Cheney, emporte le marché de la reconstruction en Irak, avant même, notons-le, que ce pays ne soit détruit. Quand l'entreprise se porte bien, elle exporte ses bénéfices vers des paradis fiscaux, quand elle est malade, l'Etat vole à son secours, efface ou renfloue, et quand ses dirigeants ne parviennent pas à échapper aux poursuites et à la mise en accusation (pour fraudes, malversations, escroqueries, détournements, etc.), les magistrats sont là pour prononcer des non-lieux, -nous venons de le voir¹⁰³. Au besoin, on ne craint pas de recourir à la force armée, dans les ex-colonies par exemple, afin de maintenir les intérêts *nationaux* des...multinationales.

Le cadre national reste le lieu, par excellence, d'autre part, de l'exercice démocratique, si dévié et si pervers soit il. Au niveau de la Communauté européenne, le pouvoir ne réside nullement dans le Parlement de Strasbourg, qui n'assure que l'alibi électoral et la façade représentative, il est entre les mains des responsables des divers exécutifs qui n'ont pas de comptes à rendre et de hauts fonctionnaires, qui gèrent sur dossiers, dans l'arbitraire le plus...légal. Recrutements, promotions, salaires et primes se décident entre soi. Du gel des terres au contingentement du beurre et de la viande bovine, des "aides" à l'agriculture, qui ruinent la petite paysannerie, à la protection des tankers hors service, les intérêts satisfaits ont peu à voir avec les mesures favorables à une Europe "sociale", dont la mise en œuvre est toujours différée. Les "souverainistes", vilipendés par les "européistes", ne sont pas si mal nommés : la *souveraineté populaire*, ne dispose pour son expression d'aucun autre champ que celui de la nation. Les constitutions, assurément caduques, qui l'ont couchée dans leurs professions de foi ne sont plus que l'ultime verrou juridique à faire sauter devant la liberté d'entreprendre. Mazzini opposait déjà "l'Europe des peuples" à "l'Europe des rois".

N'oublions pas enfin que, dans un monde globalisé, l'échelon national, comme l'échelon supranational (Europe, ALENA, Mercosur...), ne sont que des secteurs du procès hégémonique général, mais c'est au sein de ces secteurs que les luttes démocratiques doivent être menées, sous peine de ne pas sortir d'une abstraction stérile. Le national, dont le local lui-même qui en forme souvent le modèle réduit, ne se substitue en aucun cas au régional plurinational, ni au mondial, il demeure l'avant-poste combattant qui leur interdit de se comporter comme des entités autonomes. "Bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie en revêt cependant la forme. Le prolétariat de chaque pays doit, bien entendu [*natürlich*], en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie"¹⁰⁴. En bref : "L'Etat-nation,- relèvent justement James Petras et Henry Veltmeyer, loin d'être affaibli par la mondialisation, est devenu un soutien politique essentiel pour faire circuler son message"¹⁰⁵. On ne manquera pas non plus de relever avec Costanzo Preve que "les Etats impérialistes des USA et de leurs alliés anglo-saxon et

¹⁰³ Voir également le réquisitoire de Christian Carle, **La société du crime**, Paris, Les éditions de la passion, 1996.

¹⁰⁴ Ouvr. cit., p. 62-63.

sioniste maintiennent en réalité intégralement leur souveraineté d'Etats nationaux et invitent simplement tous les autres à y renoncer"¹⁰⁶. Les luttes qui prennent pour objet "la contre-révolution mondialiste"¹⁰⁷ ne peuvent échapper au cadre national.

Il n'en va pas autrement pour l'Europe¹⁰⁸. On voit mal, sauf à prophétiser, comment les indispensables luttes démocratiques sauteraient par-dessus les Etats-nations. La présence d'un Parlement ne suffit nullement à les épuiser. Les contacts répétés entre syndicats et leur union face à des objectifs communs y auraient un retentissement et jouiraient d'une efficacité bien plus considérable. Ils demeurent toutefois bien modestes, sinon inexistantes, face aux solides alliances des fronts patronaux.

Revenons précisément à la mondialisation pour en dégager un nouvel aspect. Elle fait se lever, dans tous les pays, sans cesse en plus grand nombre, protestations, ressentiments et révoltes, que l'on regroupe sous le vocable général d'*anti-mondialisation*, auquel a succédé plus récemment celui d'*altermondialisation*. La seconde expression semble plus ambiguë que la première. Si elle signifie que la mondialisation en cours présente un caractère irréversible et qu'il convient de lui en opposer une autre, on a affaire à une proposition à la fois banale,- on ne fera pas tourner l'histoire à l'envers, et trop courte,- de quelle mondialisation s'agit-il et que veut-on en faire ? Admettons que le phénomène dit "mondialisation" ou, à l'anglo-saxonne, "globalisation", décrive ce "village planétaire", dont se gargarisent les amateurs de neutralité sémantique, où biens, personnes, marchandises et informations circuleraient librement au bénéfice de tous (ce qui est loin d'être le cas), se proposera-t-on de renverser, en saine comptabilité, son passif en actif, en convertissant, par exemple, les crédits militaires en budget de la santé, ou en rendant l'ONU à sa vocation de maintien de la paix ? Déjà, de l'adoption de la taxe Tobin, cependant obstinément refusée, à l'annulation de la dette des pays sous-développés, l'affaire n'est pas simple. Il en va ici comme nous avons vu qu'il en allait de l'Etat¹⁰⁹ : change-t-on le personnel ou casse-t-on la machine ? Or, on constate, au rythme des rencontres internationales, dont Porto Alegre est le symbole, qu'est passablement étendue la mosaïque des courants politiques constituant l'anti(alter)mondialisation. Personne, à l'exception des durs et purs du néolibéralisme, ne veut en être absent. On tient, au contraire, à s'y faire remarquer, de la droite tolérante à la palette des sociaux démocrates, aux dits "tiers-mondistes" et aux extrêmes-gauches. Alors quel *autre* monde ? Sans doute, l'évolution fait apparaître une radicalisation et des protagonistes et des revendications, mais comment la lire, comment faire le tri entre le bon grain du *Brechen* et l'ivraie des rapiécages ? Comment éviter le soupçon que l'anti(alter)mondialisation demeure, quoi qu'elle en ait, prisonnière, ou largement tributaire, de la logique économique dominante, qu'il s'agit précisément de contester *politiquement* de façon radicale. L'observation de la lutte de classes internationale est le seul critère. Elle relaie les antagonismes nationaux et s'y relie, dans l'objectif de convergences, dont le programme n'est pas plus préétabli que celui de la révolution. Le principe des résistances ne saurait être cherché ailleurs.

¹⁰⁵ **La face cachée de la mondialisation (Globalization unmasked)**, Paris, Parangon éd., 2001, p. 68.

¹⁰⁶ "Introduzione" à Gianfranco La Grassa,, **L'imperialismo. Teoria ed epoca di crisi**, Pistoia, CRT, 2003, p. 6.

¹⁰⁷ Ibid., p. 67.

¹⁰⁸ Je renvoie ici au bon observatoire, unique dans la presse, de **Bastille, République, Nation, mensuel progressiste radicalement eurocritique**, 8 rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris.

¹⁰⁹ Cf. supra p. 14.

Quelles sont-elles ? Il serait présomptueux de dresser une liste, nécessairement lacunaire¹¹⁰. Quelques lignes directrices peuvent seulement se suggérer, dans le fil de mon propos, sans redouter d'énoncer des banalités, dont on sait que leur rappel est souvent utile.

Dans le cadre national, la mise en crise du système et des institutions qui le manifestent, y compris sous leurs formes symboliques, passe d'abord et avant tout par l'insistance sans relâche concernant les procédures démocratiques, à rappeler, à défendre, à élargir, des plus humbles (la consultation pour le maintien d'une crèche) aux plus ambitieuses (l'abrogation de la Constitution de la V^e République). On tient là un véritable programme et la ligne de démarcation clivant entre accumulation de réformes (potentiellement dangereuses) et compromis conjoncturels (régressifs). La dénonciation des discours de la sécurité et du terrorisme est tout aussi inlassable, où qu'ils se rencontrent. Les plans de privatisations qui désarticulent chaque fois davantage les conditions de travail et accroissent le chômage n'en sont pas exclues. Au rang des priorités figureront la conquête de l'égalité pour les femmes¹¹¹; de la citoyenneté pour les étrangers. Quelques thèmes porteurs se détachent : refuser tout brouillage idéologique confondant droite et gauche, notamment à l'occasion d'un conflit comme la guerre du Kosovo¹¹² ou de questions dites "de société", telle le sécuritaire, même s'il est patent que la gauche "plurielle", en France par exemple, a depuis belle lurette renoncé à se distinguer de la droite. "Noces pornographiques, -s'écriait Hocquenghem, du Capital et de l'Etat, mariage de la Défense et des Droits de l'Homme, épousailles du Réarmement et de Dieu, hymen, ô hyménée! Qui y retrouverait sa gauche de sa droite?"¹¹³. Un journaliste affirmait dernièrement que la gauche comme la droite, se voyaient contraintes, victimes de quelque "schizophrénie", d'accepter la déréglementation, "sous les coups de boutoir du marché"¹¹⁴. Un sacré gaillard ce marché qui manipule aussi, à sa guise, les instances européennes, saisies d'une semblable schizophrénie de privatisation. Au point que les eurodéputés ont refusé de se doter des compétences, leur permettant de conjuguer plein emploi, protection sociale et libre concurrence¹¹⁵. On a là une des conditions du rejet de la prétendue fatalité de l'économie et de la posture politico-idéologique des "bras cassés" qui l'accompagne et en multiplie les effets. Le respect des principes de transparence et de publicité des décisions est exigible à tout instant. La considération des subjectivités, encore si malmenée naguère, offre un contre-feu à l'individualisme niveleur, charrié par le libéralisme économique¹¹⁶. Après tout, faire la révolution, il faut en avoir envie. La suspicion enfin à l'égard des consensus, qui ne sont qu'endoctrinement passif ou servilité, ne doit pas craindre d'identifier et de nommer des *ennemis de classe*, qu'ils soient hommes politiques, patrons, idéologues ou artistes de variétés. Un catalogue n'est pas de mise ici. Chacun, à coup sûr, dispose du sien. On ne

¹¹⁰ On dispose, pour s'y employer, d'une riche matière. Je me limite à quelques titres : Petras et Veltmeyer, *ouvr. cit.*, qui relèvent notamment : "C'est dans les projets locaux de groupes en révolte et/ou dans la transformation programmatique qu'effectuent des mouvements en lutte que l'on trouve aujourd'hui les alternatives" (p.87); S. Amin, **Au-delà du capitalisme sénile**, *ouvr. cit.* ; Jean Ziegler, **Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent**, Paris, Fayard, 2002; Jorge Basave et al., **Globalizacion y alternativas incluyentes para el siglo XXI**, Mexico, 2002; Samir Amin et François Houtart éd., **Mondialisation des résistances. L'état des luttes 2002**, Paris, L'Harmattan, 2002; "Compétences pour résister", n° spécial de **L'Homme et la Société**, 2002/1-2

¹¹¹ Un réquisitoire sans appel, dû à un collectif de 32 médecins du travail, a rappelé à nouveau récemment que "la violence et la précarisation concernent d'abord les femmes" (Eve Semat, Association Santé et médecine du travail, **Femmes au travail, violences vécues**, Paris, Syros, 2000).

¹¹² Cf. Collectif, **Maîtres du monde? Ou les dessous de la guerre des Balkans**, Paris, Le Temps des cerises éd., 1999.

¹¹³ **Lettre ouverte...**, déjà citée, p. 74.

¹¹⁴ Laurent Mauduit, "la mauvaise querelle du service public", in **Le Monde** du 19 juil. 2003.

¹¹⁵ Vote du 3 sept. 2003 au Parlement de Strasbourg.

¹¹⁶ On sait également combien est forte l'implication de la subjectivité dans le harcèlement moral.

prendra, par contre, pas au sérieux, les nombreux appels suscités par les avanies du 21 avril 2002, - "défaite de la gauche" et ses conséquences, -le plébiscite en faveur de Chirac. Qu'il s'agisse de "changer réellement dès maintenant" (M.-G. Buffet), du "réformisme radical" ouvrant "un nouvel horizon de civilisation" (H. Emmanuelli et J;-L. Mélanchon), "de jeter les bases d'un réseau alternatif sur des contenus qui ne soient ni un prêchi-prêcha protestataire ni un habillage du libéralisme" (pétition fin juin 03), "de réconcilier les couches populaires et la modernité" (J;-C. Cambadélis) "d'être plus socialiste" (F. Hollande) ou d'offrir "un prolongement politique au mouvement social" (appel commun Verts, PCF, PS, Alternatifs, du début juillet 2003), les *mea culpa* ou les serments, mesurés à leurs définitions de "l'alternative", contre "l'alternance" évidemment, ou de la "rupture avec le capitalisme", et jugés à l'aune des attitudes politiques au Parlement ou dans la rue, ne se ramènent qu'à des replâtrages, destinés à reconstituer la "gauche plurielle" en vue des prochaines élections et à poursuivre obstinément la recherche d'un modèle de régulation du capitalisme. Sur le plan européen, un Tony Blair, ne craint pas de se déclarer "porteur de changement" et invite ses ministres à "se repolitiser"¹¹⁷. Instruit sans doute par la guerre contre l'Irak et ses suites glorieuses, il prend à nouveau l'initiative d'une voie médiane : "pas d'Europe sans les E.U." et réciproquement¹¹⁸, comme s'il existait le moindre risque de conflictualité autre que verbal, entre le grand chef et les petits.

Car, la situation créée par l'agression contre l'Irak appelle encore une ou deux remarques, eu égard au bicéphalisme du combat dominants/dominés, porté à sa tension extrême précisément par la globalisation. Il ne s'agit pas de se livrer, à l'instar des stratèges en chambre et des journalistes, qui se sont empressés de vendre la guerre "américaine", à un examen des forces en présence, sauf à saluer, comme elle le mérite, la dignité du comportement du peuple irakien, passée, quant à elle, sous silence. Nous restons dans l'optique des luttes, mondialisées elles aussi. L'événement majeur de ces derniers mois a consisté dans l'isolement des Etats-Unis. Pour la première fois, le patron de la triade était perçu pour ce qu'il est, le flic universel muré dans son mépris des autres et au-dessus des lois. Soumissions et complicités ont paru se défaire, comme en a témoigné l'attitude des gouvernements qui se sont prononcés contre la guerre et surtout l'opinion internationale, en vérité les peuples, clamant leur refus de l'hégémonisme. En dialecte texan, on commenterait : "les jeux sont faits" ("*Game is over*"). La donne est nouvelle : la rupture opérée par l'*antiaméricanisme*, enfin libre de s'exprimer, et dont le flot charrie les alluvions des colères à venir¹¹⁹. Second constat : le colosse est atteint. Il est malade, point uniquement de son arrogance, mais de sa caisse, car il va devoir acquitter seul, cette fois, le coût de sa guerre, un coût qui viendra grossir une dette déjà monstrueuse¹²⁰. Des surprises sont à en

¹¹⁷ Le 11 juil. 2003, à l'occasion de la conférence londonienne sur "la gouvernance progressiste" (cela ne s'invente pas).

¹¹⁸ Entretien du 7 juil. 2003 dans **Die Zeit**, **El Pais**, et **Le Monde**.

¹¹⁹ Le terme d'*antiaméricanisme*, ou plus exactement d'*antiétatsunisme*, désigne en fait l'anti-impérialisme sous sa figure la plus repoussante. Le souci de ne pas assimiler le peuple des E. U. à son actuel gouvernement, ne le rend cependant pas complètement illégitime, si l'on veut bien tenir compte de l'étroite relation les unissant. 8 Etatsuniens sur 10 approuvent la guerre du fils, contre 9/10 qui suivaient le père; le Congrès, le 23.03.03, arrête par un vote le principe d'une journée de prière et de jeûne, sans précédent depuis 1863; chaque réunion des représentants et du conseil des ministres s'ouvre sur une prière; 83% des Etatsuniens croient aux miracles, 53% au diable...Les mollahs ne sont pas tous musulmans.

¹²⁰ Le coût d'une guerre "brève" était estimé à 500 milliards de dollars, avant que sa durée ne s'allonge. A noter que la Conférence de Tokyo, passée totalement inaperçue, réclamait 5 milliards pour résoudre le problème de l'eau dans le monde. Sur la situation de dépendance en capitaux et les faiblesses des E. U., voir Emmanuel Todd, **Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain**, Paris, Gallimard, 2002; dans un entretien pour **Magazine** (Beyrouth), le 10.03.03, le même auteur déclarait : "l'Amérique est un mendiant. C'est elle qui a besoin du monde" ("La guerre d'Irak va accélérer le déclin de l'Amérique").

attendre. On ne donnera pas toutefois dans l'illusion d'une banqueroute fatale. Les anciens associés le resteront. Loin de constituer une dissidence, ils reconduiront la triade, E.U., Europe, Japon, en négociant de nouvelles alliances (le processus est en cours). Ces impérialismes subalternes et concurrents useront de la marge d'autonomie conquise pour servir leurs propres intérêts, en accroissant zones d'influence, marchés et profits. Défions-nous de la dénonciation de l'*unilatéralisme* "américain", si prisée dans les cercles dirigeants, elle en appelle moins au polycentrisme des autonomies, qu'elle ne se fonde sur l'arrière-pensée d'un impérialisme à plusieurs côtés. Il serait vain, pour les travailleurs et les dominés en général, d'en attendre des retombées "libérales" internes. Ils feront plutôt les frais de nouvelles contradictions. Contentons-nous de penser que de nouveaux espaces s'ouvriront aux luttes anti-mondialisation, dans un contexte plus favorable. Ce pourrait être le cas si l'Europe, dans la logique de la "guerre économique", qu'esquisse la décision de Bruxelles de pénaliser certaines importations étatsuniennes, mettait à profit son euro fort pour faire pièce au dollar, plutôt que d'engager ses solidarités dans la constitution de sa propre armée. N'a-t-on pas soutenu, discrètement il est vrai, que l'une des motivations déterminantes de l'attaque anti-irakienne a précisément été ce fait que Saddam Hussein avait opté, dès 1999, pour l'euro dans la vente de son brut? Une telle perspective ne manquerait pas d'être stimulante. On n'aura pas l'illusion de croire que le système en serait gravement atteint, mais il est loisible de penser qu'à la faveur d'une contradiction interimpérialiste de ce type s'ouvriraient pour les pays du Sud quelques espaces de liberté économiques et politiques¹²¹. En principe, la monnaie européenne a été créée à cette fin.

Enfin, hors du cadre national qui n'est, bien sûr, pas une extériorité véritable, puisque la globalisation emboîte tous ses secteurs, la vieille règle, si opportunément oubliée des confusionnistes de toute obéissance, tient toujours et s'impose sans tolérer d'exception : "les communistes appuient en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant"¹²². Cette boussole exige comme sa conséquence l'élaboration d'un *nouvel internationalisme*¹²³, dans lequel mouvement, réseau et forme-parti ne seraient pas exclusifs les uns des autres.

6 CONCLUSION : PERSPECTIVES

La tâche de "rendre son acuité au concept de révolution" ne saurait, sous peine de se rétrécir à une déclaration de (bonne) intention, se passer de protocoles de mise en œuvre. Elle se heurte, partant, à un paradoxe. Elle est nécessaire, urgente, actuelle et...pauvre en moyens de diffusion. Comment convaincre nos concitoyens, en particulier les premiers intéressés que sont les travailleurs, mais certes point eux seuls, de passer de la résignation à l'action et de crever les carcans de l'idéologie dominante, quand les accès aux médias de masse, autre conséquence de la globalisation, sont si étroitement verrouillés? Pierre Bourdieu, avec sa lucidité habituelle, en faisait le constat : "Un des grands obstacles à la constitution de forces de résistance est le fait que les dominants contrôlent les médias comme jamais dans l'histoire"¹²⁴. Que peuvent une affichette, un tract, une brochure, un journal, une revue ou un livre tirés à quelques centaines, voire à quelques milliers, d'exemplaires, face à la grande presse d'un Murdoch, dont on sait le rôle qu'il a joué pour soutenir T. Blair pendant l'agression contre l'Irak, ou d'un Sprenger? Quelle commune

¹²¹ A moins que la "faiblesse chronique" de l'euro, due, selon M. Delhommais, au "déficit de libéralisme", dont l'Europe souffrirait vis à vis des E.E., n'interdise cette hypothèse (Le Monde du 22 juil. 2002)

¹²² Le **Manifeste**, éd. cit., p. 119.

¹²³ Cf. Georges Labica, "Pour un nouvel internationalisme", in **La Vie ouvrière**, 1999 et **La Hora de los Pueblos**, Madrid, OSPAAAL, n° 8, 2000.

¹²⁴ Cité dans **PLPL**, n°8, févr. 2002. Cf. également Geoffrey Geuens, **Tous pouvoirs confondus. Etat et capital et médias à l'ère de la mondialisation**, Bruxelles, EPO, 2003.

mesure entre un meeting (intelligent) faisant salle comble, avec 500 personnes, et une émission d'information (débile) touchant des millions de téléspectateurs ? Ce n'est pas que fasse défaut la littérature (ouvrages et revues) sur des questions, telles que la violence au travail, la guerre impérialiste ou les malfaisances de la mondialisation, elle est, au contraire, nombreuse et souvent excellente, mais elle se voit barrée par les censures. Car la censure, d'être insidieuse et inavouée, n'en sévit pas moins dans nos démocraties de libre expression. Trois sources l'alimentent : le fait que les médias "qui font l'opinion", personnels compris, sont entre les mains des grands groupes industriels ou financiers; les cohortes d'intellectuels Hi Fi, ou serviles, ou (ex)repentis, ou narcissiques, ayant tous en commun carriérisme et goût prononcé pour les prébendes¹²⁵; et, bien entendu, le pouvoir politique¹²⁶, tantôt Big Brother et tantôt chattemite.

On évoque parfois les possibilités offertes par le net et les divers moyens d'échange électronique, ils sont certes libres, mais ils ne concernent qu'une petite minorité d'utilisateurs. Exiguë, la voie d'une réplique au défi existe, qui conjugue la prise de conscience, ou lutte idéologique, et la pratique politique, ou mobilisation militante. Les résultats, on le sait de longue expérience, n'obéissent pas au volontarisme, ils sont les produits du rapport de forces. Les barricades de 1968 ont fait davantage pour la lecture des auteurs marxistes, dont les éditeurs les plus conservateurs se disputaient les droits, que n'importe quelle propagande politique. Les grandes grèves de 1995 commencent à hanter l'horizon théorique et pratique du nouveau millénaire. Et, qui sait, l'esprit de Bandung va peut-être souffler à nouveau.

Ajoutons que l'acuité se niche aussi dans la langue. Des vocabulaires ont fait leur temps, pas forcément "de bois", mais inaudibles aux jeunes oreilles. Les mutations de conjonctures ont imposé styles et mots. La réalité concrète est en train de remettre au goût du jour, sous les plumes les moins accueillantes : *classes, lutte de classes, capitalisme, exploitation, impérialisme* et même *révolution*, à peine sorti des métaphores du marketing et du scientifico-technique pour revenir au politique. Quelle autre conceptualisation en effet, que celle issue de Marx pourrait permettre la compréhension du présent ? On ne peut sous-estimer non plus qu'en dépit des censures, des manipulations, des hypocrisies et des impostures, à grande échelle, la connaissance fait son chemin et, je l'ai déjà dit, l'information circule. Il est à la portée de chacun et de n'importe qui, intéressé ou pas, à condition que sa tête sorte du sable où on l'a enfouie, de se convaincre de la vérité de ce temps, savoir que le SYSTEME, quel que soit le nom qu'on lui donne, capitalisme, néolibéralisme ou impérialisme, est l'accusé et le seul accusé. La vigilance n'est pas seulement nécessaire, elle est possible. Le parcours ci-dessus n'est certainement pas allé assez loin, ni assez profond. Sans parler du flot incessant des données, des paradigmes entiers lui auront échappé. Il tient néanmoins pour indéniable que la globalisation a fait de la violence son expression privilégiée, qui frappe prioritairement les dominés, les exploités de la terre entière, mais pas eux seuls, tous les hommes et les femmes qui vivent aujourd'hui. Car les propriétaires, les maîtres ne sont pas davantage assurés de leur survie. Répétons : le discours de la sécurité et le discours du terrorisme sont des violences, engendrant des violences. La guerre comme politique est une violence. Le harcèlement au travail est une violence. Le marché est une violence. La corruption est une violence. La justice de classe est une violence. La télévision est une violence. Le chômage et l'exclusion

¹²⁵ Vieille histoire que celle des intellectuels stipendiés. Voir l'édifiante enquête de Frances Stonor Saunders, **Qui mène la danse? La CIA et la guerre froide culturelle** (Paris, Denoël, 2003), qui raconte comment le "Congrès pour la liberté de la culture", créé par la CIA, a, de 1950 à 1979, manipulé, *volens nolens*, la fine fleur de l'intelligentsia européenne.

¹²⁶ Qui, de droite, comme de gauche a laissé complaisamment se constituer des empires de presse. En France, depuis 1970, un Hersant a acquis **Paris Normandie, Le Figaro, France soir, Le Dauphiné libéré, L'Aurore, Le Progrès, l'Union, Nord Eclair, Le Courrier de l'Ouest, L'Ardennais, Les Dernières nouvelles d'Alsace**,... avant de s'étendre à la télévision.

sont des violences. Entre autres formes. Qui proviennent toutes de ce même moule : la violence que le capital fait au travail. La réponse dès lors ne peut surprendre. Elle est celle de la révolution, qui n'est ni un programme, ni même un désir, dont l'exigence monte de la souffrance massifiée et de l'inlassable misère. Elle ne se tient pas dans les lointains. Elle est au coin de la rue. Elle ne table pas sur l'infarctus du mode de production, elle s'emploie sans délai à le provoquer. Elle ne veut pas l'embrassement général, elle fait feu de tout bois. Par exemple, du plus petit refus de croire, à l'occasion de la plus petite protestation, que la réformette espérée, peut aboutir à un autre résultat que la reconduction du système. Ce sera un bon entraînement pour les affaires plus importantes, du genre privatisations, retraites, sécurité sociale, qui demandent des mobilisations d'une autre ampleur, mais toutefois, pour la conscience, rien de plus que ce petit refus de mise en train. Car, ça et là, l'illusion dure que réforme après réforme, on finira par y arriver. Mais à quoi? Des réformes, ce ne sont pas des mines, en face ils ont ce qu'il faut pour les désamorcer, l'une après l'autre, l'air de rien, pendant qu'on guette les fissures. Ce ne sont pas non plus des briques pour bâtir une maison, comme ça, brique après brique. A côté de l'autre? A sa place? Même les meilleurs esprits y ont cru, au syndicat, au parti, dans la théorie. Et y croient parfois encore. Non sans raison, -"un bon tiens! vaut mieux que deux tu l'auras!". Mais si on est à bout de patience, si on ne peut plus attendre, comme celui qui a faim, qui est privé d'eau, qui est malade ou blessé? N'opposons pas au gros garde-fou du petit refus que dans nos démocraties, on n'en est pas là. C'est le meilleur moyen de resserrer le licol et d'en reprendre pour une génération. Inutile de noircir le tableau en allant chercher du côté du Tiers-monde. Restons chez nous, d'en France, un pays civilisé, apaisé, policé, consensuel, développé, bon PIB, bien classé, influent, d'un mot, riche. Qu'est-ce qui se passe? Je n'aurai pas la cuistrerie d'établir un bilan, forcément incomplet et que chacun a sous les yeux, de notre gouvernement¹²⁷, sinon pour dire, ce que chacun sait également, que derrière sa papelardise se dissimule (si peu) la férocité de sa détermination à appliquer les consignes du néolibéralisme le plus orthodoxe, sous la double (auto-)fêrule du MEDEF et de la C.E. On bavasse le "dialogue" à tout propos pour ne lâcher rien sur rien. Un seul exemple de cette politique *de classe*: le même jour (23.VII.03), la presse faisait état de deux dispositions, l'une portant sur la réduction du revenu du Livret A de la Caisse d'épargne (2,25% au lieu de 3%), l'autre sur des abattements de l'impôt sur la fortune. Quelques jours après, arrivaient le procès en règle d'Air France et d'EDF/G.D.F, préparant leur vente et la réduction des indemnités des employés des entreprises en faillite. Juste à côté, la non moins riche Allemagne liquidait d'un coup ses restes de keynésianisme: assouplissement du droit des licenciements, réduction des allocations de chômage, suppression de toute contribution patronale à l'assurance maladie, recul de deux ans de l'âge de la retraite. Cependant qu'au plan mondial l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) organise la déréglementation totale, grâce à laquelle rien n'échappera plus au marché. Se tourner vers l'international n'apportera aucune consolation : les crimes y sont moins visibles, parce que nos démocraties ne sont que des seconds couteaux, mais elles partagent les responsabilités avec la SuperViolence, dans toutes les instances qu'elles contrôlent ensemble, - ONU, OTAN, FMI, Banque mondiale, les actions qu'elles engagent, - guerres préventives, surexploitation, et les discours qui les légitiment, -de la sécurité, du terrorisme.

Or, si le petit refus hygiénique (cf. supra) n'existe pas, si les organisations syndicales point encore complètement apprivoisées ne renoncent pas à présupposer le bon vouloir des partis-sans-laisser-d'adresse-de-gauche, alors l'ensablement des têtes et le cassage de bras se prolongeront, inimputables uniquement à la droite. Déjà les travailleurs prennent leurs dispositions en radicalisant leurs luttes et en créant leurs propres structures, à distance d'organisations timorées et promptes aux compromis. Des réactions de violence

¹²⁷ Cf. le dernier en date, qui n'omet rien : "La réaction sur toute la :ligne" de Denis Collin, in **Utopie critique**, n° 26, juin 2003.

ont commencé à se manifester, visant l'outil de travail ou l'atteinte aux biens (MacDonald, culture OGM, bâtiments du MEDEF ou de la CFDT, barrages des villes...). Signe sûr de ce qui n'est pas assimilable à une pathologie de la vie sociale, car ceux qui en profitent n'en prospèrent pas moins, mais bien la carence des thérapies de ses malfaisances : la montée des régressions de tous poils qui, comme les rats, quittent les cales et envahissent les ponts : communautaires, identitaires, religieux. Le culturel n'y échappe pas, avec une littérature de quatre sous, dont la prétention langagière cache l'indigence des trames (mon cul et le monde), un cinéma de bobosbeaufs, une philosophie du ressassement pour infirmes de la pensée, une musique d'usine fatiguée. La chanson "française" elle-même est pissée à la chaîne par les "majors". Il existe des exceptions, par bonheur, dont les tiges pointent à travers le sol craquelé. Au féminisme hélas en recul, on porte d'ultimes estocades, qui le renvoient à la maison, comme disait l'autre¹²⁸. Une trinité qui ne s'invente pas, composée des E.U., de l'Arabie saoudite et du Vatican, s'est opposée, au sommet de la Terre de septembre 2002, à la mention des droits de l'homme dans le chapitre consacré à la santé des femmes, le refus de l'avortement et la pratique de l'excision auront ainsi de beaux jours devant eux. L'engouement pour le patrimoine, qu'il soit officiel, une fondation par ci, une cérémonie par là, ou individuel, je te gratte une chapelle, je t'archive un graffiti, ne témoigne-t-il pas de quelque appréhension de l'avenir? Et si le devoir de mémoire servait à momifier le présent? Le succès télévisuel des *lofts* et la "culture poubelle"¹²⁹ qu'il représente, ne consacre-t-il pas, pour les corps singulièrement, l'impuissance à toute créativité? On pressentait bien que le capitalisme n'avait pas de lendemain...

C'est pourquoi, tous les coups sont permis, les bons, les mauvais, les bas, les fourrés, les tordus, de main, de poing, de pied, d'éclat, de Jarnac, etc. Le capitalisme n'est pas en crise. Il continue à faire son boulot. Les dominants, depuis deux siècles, retombent toujours sur leurs pattes et leurs paquets de fric. La bourgeoisie, c'est leur nom collectif, agit conformément à sa nature; elle dupe, ment, abaisse, humilie, ruine et tue, le cas échéant.

Si l'adéquation de la *violence révolutionnaire* à la situation engendrée par le capitalisme globalisé est indiscutable, elle est pourtant rejetée avec une indignation véhémement par l'éventail complet des "familles politiques", exception faite pour des secteurs de l'extrême-gauche. Les faillis¹³⁰ cherchent sans doute dans ce déni la rémission de leurs péchés. Las, en délestant la nacelle du "Grand soir", de la dictature (du prolétariat) ou de l'internationalisme (prolétarien), on croit prendre de la hauteur et se refaire une virginité...sans pouvoir enrayer la chute. "Spirale", ou "cycle", la violence, dépouillée de tout épithète, est élevée au rang d'entité métaphysique dans les discours dominants du terrorisme et de la sécurité. Tous attendent de ce consensus sacralisé, qui convoque la morale, le droit et la religion, l'enfouissement de la violence réelle inhérente aux rapports sociaux inhérents au système. Face à une telle muraille de mauvaise foi, on a vergogne à rappeler quelques évidences. Contrairement à ce que le chœur des "belles âmes" tente d'inculquer, l'action violente n'est jamais l'objet d'un choix. En règle générale, la violence, qu'elle soit individuelle ou collective, surgit de la souffrance. La donner comme un choix, c'est cacher sa source. Les "partisans de la violence" y sont acculés par un destin qu'ils n'ont nullement élu. S'agissant singulièrement des dominés, il est de la dernière indécence de leur imputer une violence dont toute l'histoire prouve qu'ils sont les premières victimes. Il est vrai que la viande humaine est concernée, qu'elle souffre et que le sang souille la rue. Ce qui n'est pas le cas à la Banque et (très) rarement le cas dans un ministère. Car la violence réprouvée vient du démuné, du pauvre, de l'exclu, de tous ceux qui "n'en peuvent plus" et n'ont d'issues que barrées. La jeune palestinienne qui se fait sauter avec sa bombe artisanale dans une discothèque israélienne tue moins de "civils innocents" que si elle se

¹²⁸ **Je rentre à la maison**, titre d'un livre inoubliable de Mme Collanges.

¹²⁹ Sous ce titre *Cultura basura*, le Centre de Culture Contemporaine de Barcelone, présente, jusqu'à la fin août 2003, une exposition d'une facture tout à fait originale.

¹³⁰ Cf. supra, III.

trouvait aux commandes d'un bulldozer, d'un char ou d'un avion chargé de missiles, ou encore penchée sur une carte d'Etat-major dans quelque Q. G.. Sa technologie se réduit à son corps. Sa vie est tout ce dont elle dispose pour défendre la terre qu'on veut lui voler. Le peuple qui voit en elle une héroïne a raison. Son nom figurera sur le monument érigé au centre d'Al Qods, capitale de son futur Etat. La violence dominante a beau jouer à l'offensée en parlant de "représailles", c'est la violence dominée qui est réplique, jamais à l'initiative. La violence de l'opprimé est *libératrice*, celle de l'opresseur est *brutalité* comme Jean Genet l'avait bien vu¹³¹.

Ni le procès révolutionnaire, ni la guerre d'indépendance, ni la dictature démocratique ne présupposent des formes de violence ouverte. Elles ne sont pas inscrites dans leur nature. Elles leur imposent la puissance répressive de l'ordre établi. Si l'alternative était possible, il ne fait pas de doute que la voie pacifique serait préférée. Elle demeure à l'horizon. Or, on l'aura compris, la logique de la globalisation actuelle limite à l'extrême, pour ne pas dire annule, les marges d'intervention.

Les endormissements, les résignations, et les soumissions n'auront qu'un temps. Les conditions sont d'ores et déjà réunies pour qu'éclatent, aux endroits les plus inattendus, soulèvements de masse, insurrections, révoltes sanglantes ou actes "terroristes", que les bonnes consciences vilipenderont de leurs cris d'orfraies. Aux révolutionnaires d'entendre la désespérance et de la répercuter en voulant de changer le monde existant.

P.S. L'écriture de ce texte a largement fait appel à l'actualité. Il appartiendra au lecteur, s'il le souhaite, en ayant recours à la masse de matériau qui lui est fournie quotidiennement, de le tenir à jour.

¹³¹ Cf. "Violence et brutalité", in **L'ennemi déclaré**, Paris, Gallimard, 1991, p.199 et suiv.